

REPUBLIQUE DU SENEGAL



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Un Peuple – Un But – Une Foi



PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2022

Table des matières

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	12
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT	13
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT	13
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	15
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.....	18
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....	20
PROJET DE LOI	37
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT.....	38
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT	38
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	39
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES.....	42
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.....	42
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....	43
ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE	59
ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES	60
ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL	62
ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD.....	97
ANNEXE V : RESERVES DE GESTION ET DE PRECAUTION.....	98
ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE	99
ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL.....	100
ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DU BUDGET GENERAL	103
ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL	108

EXPOSE DES MOTIFS

Les dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, prévoient que la loi de finances de l'année, appelée également loi de finances initiale (LFI), puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des hypothèses suivantes :

1. les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la LFI se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décret d'avances ou d'annulation de crédits ;
2. les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
3. il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Derrière ces trois scénarii techniques, plane l'ombre d'un même phénomène, que le monde a toujours connu mais qu'il a rarement autant affronté que depuis ces deux dernières années : l'incertitude.

L'incertitude, c'est d'abord celle qui a pesé sur nos vies, menacées par le coronavirus Sars Cov-2, ennemi difficile à saisir car mutant constamment en de redoutables variants, et difficile à combattre car s'infiltrant dans nos relations sociales de base (se serrer la main, se parler, se toucher...), qu'il utilise pour se propager.

L'incertitude, c'est aussi celle qui a affecté nos moyens de subsistance. Baisse voire arrêt d'activités de nombreuses entreprises, désorganisation des chaînes de production et de distribution, paralysie du tourisme et de toutes les activités qui gravitent autour, hausse du chômage, etc. : à la crise sanitaire s'est rapidement ajoutée une crise économique.

L'incertitude, c'est enfin celle induite par la crise russo-ukrainienne, pour le Sénégal, comme pour la quasi-totalité des États de la planète, entraînant une succession de chocs exogènes qui mettent à rude épreuve, par un effet domino, son économie, ses finances publiques, sa sécurité alimentaire, le niveau de vie de sa population, tout en assombrissant ses perspectives de court et moyen terme.

Le présent projet de LFR fait partie des instruments mis en œuvre par le Gouvernement pour organiser la riposte face à ces chocs, renforcer la résilience de notre système productif, tout en maintenant notre pays sur une trajectoire de croissance forte, durable et inclusive.

1. D'un choc à l'autre : de la pandémie à la guerre

La pandémie Covid-19 a provoqué des ravages auxquels presque aucun pays n'a échappé. Dans ce fardeau mondial du malheur, le Sénégal a pris sa part, même si notre pays a réussi à limiter les dégâts.

A la date du lundi 2 mai 2022, la pandémie a touché 485 136 206 personnes à travers la planète et causé directement 6 207 698 décès (même si les spécialistes estiment le bilan humain probablement trois fois supérieur à ce dernier chiffre).

Au même moment, le Sénégal a recensé 86 005 cas depuis le début de la pandémie et déploré 1966 décès. Rapportés à une population de près de 17 millions d'habitants, ces chiffres montrent que notre pays a bien géré la pandémie même si, évidemment, chaque vie perdue constitue une blessure pour la Nation.

Derrière ces résultats unanimement salués, aucun miracle mais uniquement :

- ✓ la réactivité du Gouvernement ;
- ✓ le courage d'avoir pris, quand c'était devenu inévitable, des mesures impopulaires comme le confinement ;
- ✓ une communication exemplaire ;
- ✓ le dévouement au quotidien des personnels de santé ;
- ✓ le succès de la campagne de vaccination (1 463 567 personnes vaccinées au 8 avril 2022) ;
- ✓ l'adhésion des populations.

La performance ne s'est pas limitée au domaine sanitaire ; elle a porté aussi sur le champ de l'économie. En 2020, alors que la quasi-totalité des États de la planète se trouvait en récession, le Sénégal a réussi à faire 1,5% de croissance.

Car le Gouvernement ne combattait pas uniquement à coup de masques, de tests et de vaccins. Il avait très tôt conçu et mis en œuvre un Programme de Résilience Économique et Social, d'un montant de mille (1 000) milliards de FCFA (soit 7% du PIB), destiné à soutenir les entreprises et les ménages.

La stratégie économique a également été repensée et adaptée par la mise en œuvre rapide du Programme d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A) du Plan Sénégal Émergent (PSE). De sorte que dès 2021, notre pays avait amorcé la sortie de crise, avec un taux de croissance de 6,1%.

L'année 2022 s'annonçait sous les meilleurs auspices, jusqu'à ce que l'incertitude vienne encore s'abattre sur la marche du monde. La crise russo-ukrainienne déclenchée le 24 février 2022, une guerre qui se poursuit jusqu'à présent et dont aucun observateur ne peut prédire la fin, constitue un séisme géopolitique dont les secousses n'épargnent pas le Sénégal, pourtant si éloigné du théâtre des opérations.

En premier lieu, parce que cette guerre oppose deux États avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques mais aussi commerciales : 65,1% des importations de blé effectuées par le Sénégal proviennent de la Russie (49,5%) et de l'Ukraine (15,6%).

Le blé qui sert à produire la farine, élément principal dans la fabrication du pain, lequel représente l'un des produits phares du régime alimentaire des Sénégalais. Mais le blé avec lequel on fabrique également nombre d'aliments de bétail et de volaille, si importants pour notre élevage et notre aviculture.

En second lieu, parce que cette guerre a accéléré la hausse des prix du pétrole (dont la Russie est le deuxième producteur mondial), une hausse entamée depuis l'année

2021 sous l'effet de la reprise économique mondiale post-Covid et qui est en train de se muer en choc pétrolier.

En avril 2021, le prix du baril de pétrole *brent* était de 64,8 dollars US. Un an plus tard, à fin avril 2022, le même baril s'échangeait à 109,4 dollars US. Depuis le début de la guerre en Ukraine, il a beaucoup fluctué, au gré des nouvelles du front et du durcissement des sanctions des pays Occidentaux contre la Russie, frôlant même le pic de 140 dollars le 7 mars 2022, pas loin du record absolu de 147,50 dollars enregistré en juillet 2008.

Or, la LFI 2022 avait été élaborée sur la base d'une hypothèse de 75 dollars le baril, ce qui, déjà, avait rendu nécessaire la budgétisation de 150 milliards de FCFA au titre des subventions à l'énergie (notamment l'électricité distribuée par SENELEC et les prix du carburant). Si le prix moyen du baril se stabilise autour de 110 dollars jusqu'à la fin de l'année et sans ajustement des prix payés par les consommateurs, 340 milliards de FCFA supplémentaires seront nécessaires en termes de subvention.

Et voilà comment le contribuable sénégalais se retrouve victime collatérale du lointain conflit russo-ukrainien...

2. Soutenir les couches les plus vulnérables de la population, même au prix fort :

Il est vrai qu'une autre option existe, celle consistant à faire jouer la **vérité des prix**, autrement dit à répercuter sur les tarifs de l'électricité et sur les prix du carburant tout ou partie de la hausse du prix du pétrole. Mais ce n'est pas, pour le moment, le choix du Gouvernement.

La raison essentielle est que la communauté nationale sort à peine, et durablement éprouvée, de la pandémie Covid-19. La maladie n'est pas totalement vaincue, loin s'en faut, la vigilance reste de mise, mais il n'est pas exagéré de dire que la situation sanitaire reste sous contrôle. Pour arriver à ce résultat, le Sénégal a payé un prix élevé, non pas tant en termes de pertes de vies humaines, mais en termes d'affaiblissement du lien social et de fragilisation du système économique.

Les confinements ont généré des tensions sociales dont le paroxysme avait été atteint en mars 2021 ; les élèves et les étudiants subissent encore les séquelles des années scolaire et universitaire 2020 amputées ; tous les emplois perdus n'ont pas été recréés ; certains secteurs comme le tourisme, et tous les citoyens qui en vivent, commencent à peine à sortir la tête de l'eau.

Avant même la guerre en Ukraine, l'inflation avait fait son retour à travers le monde, notamment sur les denrées alimentaires. Malgré les mesures fortes prises par le Gouvernement et qui se sont notamment traduites par des renoncements de recettes d'une ampleur sans précédent (58,2 milliards de FCFA de recettes douanières et 14 milliards de FCFA de recettes fiscales intérieures), le pouvoir d'achat des Sénégalais reste sous tension, tant que dure l'envolée des cours des produits de base.

Dans ce contexte, soutenir le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables et préserver les marges déjà étroites des entreprises, relèvent du bon sens économique. Éviter l'effondrement du système coûte moins cher que de reconstruire le système. La reprise était déjà fragile ; il convient de la soutenir et non pas la casser.

Car l'électricité n'est pas un produit de luxe. C'est l'électricité qui fait fonctionner les machines à coudre des tailleurs, première profession du pays. C'est l'électricité qui fait tourner les usines, les hôpitaux, les ordinateurs des entreprises et des services publics, les chambres froides indispensables pour conserver les vaccins, les produits agricoles, de la pêche ou de l'élevage. C'est grâce à l'électricité que des centaines de milliers d'élèves et d'étudiants peuvent étudier le soir. C'est l'éclairage public qui contribue à assurer la sécurité des citoyens.

Une électricité hors de prix provoquerait donc des dégâts incommensurables. Et le même raisonnement est valable pour le carburant, celui qui remplit les réservoirs des véhicules comme celui qui fait fonctionner les fours des boulangeries, les moteurs des pirogues, les motopompes des plantations.

Les subventions à l'énergie, mêmes coûteuses, constituent donc des dépenses vitales justifiant l'attention particulière qui leur a été accordée car budgétisées à hauteur de 300 milliards FCFA. Cependant, s'il s'avère encore nécessaire de les relever, c'est à dire d'aller au-delà de ce montant, ces dépenses d'énergie risquent de substituer ou d'évincer des dépenses prioritaires à fort impact social (éducation, santé, protection sociale, transferts monétaires etc.). En conséquence, le Gouvernement procédera, à un ajustement tarifaire ciblé et orienté vers les gros consommateurs d'électricité (domestiques moyenne et grande puissance et clients industriels) et de carburant (super). Les consommateurs de la tranche sociale d'électricité et des autres produits pétroliers comme le gasoil, impactant principalement les couches sociales les plus défavorisées, seront épargnés en vue de préserver leur pouvoir d'achat.

Parallèlement, le Gouvernement amplifiera le Programme national des bourses de sécurité familiale par les transferts monétaires aux couches les plus vulnérables de la population.

Toutefois, ces subventions ne représentent pas la seule pression sur le budget 2022.

3. L'avenir des Sénégalais n'est pas une variable d'ajustement :

Le Gouvernement a pris un certain nombre d'engagements avec les partenaires sociaux, afin d'introduire plus d'équité dans le système de rémunération des agents publics, notamment ceux en service dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des forces de défense et de sécurité. Toutes ces mesures de revalorisation salariale ont un coût budgétaire de l'ordre de 100 milliards de FCFA.

Pourquoi augmenter les salaires alors que le Gouvernement doit faire face à autant d'urgences, sur les fronts de l'énergie et de la sécurité alimentaire ?

Parce que l'État, en même temps qu'il répond aux défis du présent, ne doit pas oublier de préparer l'avenir. Or l'avenir du Sénégal passe par l'éducation et la santé. L'avenir du Sénégal impose de mettre dans les meilleures conditions de vie et de travail les personnels de ces deux secteurs. Le sacrifice budgétaire consenti, par les temps difficiles que nous traversons, est à la hauteur de l'importance de leur mission.

Toutefois, aucun avenir serein n'est envisageable sans sécurité ; or, force est de reconnaître que le climat sécuritaire dans la sous-région est particulièrement dégradé. Des besoins additionnels urgents en matière de sécurité ont été identifiés et évalués à 73,5 milliards de FCFA.

Au total, les dépenses budgétaires nouvelles atteindront 343,5 milliards de francs CFA.

4. Les moyens de la résilience :

Pour les prendre en charge, le Gouvernement compte surtout sur des économies à réaliser dans d'autres postes de dépenses car la conjoncture économique difficile laisse entrevoir peu de marges du côté des recettes fiscales et douanières qui sont déjà mises à mal par les suspensions de taxes sur les produits alimentaires sensibles destinées à soutenir le panier de la ménagère.

C'est ainsi que les prévisions de tirages sur prêts projets en 2022 seront ramenées à 515 milliards FCFA contre 580 milliards FCFA dans la LFI 2022, soit une baisse de 65 milliards de FCFA. Seront particulièrement concernés par ce repli :

- ✓ la réserve de précaution du budget d'investissement (pour 30 milliards de FCFA) ;
- ✓ certains projets accusant des retards notoires dans leur mise en œuvre, pour un montant de 35 milliards FCFA notamment le Projet de Soutien à la Stratégie numérique du PSE (PASSANT), le projet Large Bande, le Projet de Développement de Chaines de valeur et le Programme de Modernisation de la Gestion Foncière. A noter que pour ces projets, il ne s'agit pas d'annulation mais de report en 2023 ; leur niveau de maturation ne laissant de toute façon pas d'autre choix.

Toutefois, il s'avère utile de noter que les investissements prévus dans la présente LFR pour un montant de 1 973,8 milliards FCFA connaissent une augmentation de 572,17 milliards FCFA en valeur absolue et de 40,8% en valeur relative par rapport aux réalisations de 2021 (1 401,63 milliards FCFA).

Toujours au titre des économies, certains investissements entièrement financés sur ressources internes peuvent faire l'objet de report, sans compromettre les politiques publiques concernées, ce qui permettra d'économiser en 2022 une enveloppe de 30 milliards de FCFA. Il s'agit essentiellement de projets d'infrastructures et de services de transport.

Enfin, l'examen des dépenses de transferts courants a permis de dégager une marge budgétaire de 9,1 milliards FCFA.

Au total, les économies réalisées sur les dépenses portent sur un montant de 93,1 milliards de FCFA.

Ainsi, le présent projet de loi de finances rectificative pour l'année 2022 est arrêté à 3 647,8 milliards FCFA en recettes et 4 702,9 milliards FCFA en dépenses, soit un déficit budgétaire de 1 055,1 milliards FCFA, représentant 6,23% du PIB.

Comparé à la LFI 2022 qui était arrêtée à 3 610,7 milliards de FCFA en recettes et 4 394,7 milliards de FCFA en dépenses, le présent projet de LFR connaît une hausse de ses recettes pour 37,1 milliards FCFA (1%) et de ses dépenses pour 308,2 milliards FCFA (7%).

Ces variations s'expliquent :

- pour les recettes : par la constatation des recettes issues de créances que la Société Africaine de Raffinage (SAR) doit à l'Etat (48,87 milliards FCFA), de la convention de dettes croisées entre Sécuriport et l'Etat (5,24 milliards FCFA) et par la révision de la Taxe d'usage de la Route (TUR) de 13 milliards FCFA supplémentaires par rapport à la prévision initiale. Toutefois, cette hausse est atténuée par la baisse des dons en capital pour un montant de 30 milliards de FCFA ;
- pour les dépenses : par la subvention des dépenses d'énergie, la prise en charge des engagements de l'Etat vis-à-vis des partenaires sociaux et les besoins urgents en matière de défense et de sécurité, ainsi que les dépenses liées à la convention de dettes croisées et à l'augmentation du capital de la SAR.

RUBRIQUES	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 1 2022/LFI 2022	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 025,0	3 052,1	27,1	0,9%
TUR	40,0	53,0	13,0	32,5%
Remboursement créances SAR		48,9	48,9	
Convention Etat/Sécuriport		5,2	5,2	
Recettes non fiscales et autres	140,0	180,0	40,0	28,6%
dont CDC		40,0	40,0	
Total recettes internes	3 165,0	3 232,1	67,1	2,1%
Tirages sur Dons en capital (projet)	250,0	220,0	- 30,0	-12,0%
Dons budgétaires	46,0	46,0	-	0,0%
Total recettes externes	296,0	266,0	- 30,0	-10,1%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 461,0	3 498,1	37,1	1,1%
RECETTES CST			-	
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 610,7	3 647,8	37,1	1,0%
Intérêts de la dette	350,0	350,0	-	0,0%
Dépenses de personnel	952,0	1 037,0	85,0	8,9%
Acquisitions de biens et services et transferts c	1 170,7	1 412,4	241,7	20,6%
dont Augmentation capital SAR		48,9	48,9	
dont Subvention Energie		150,0	150,0	
dont Convention Etat/Sécuriport		5,2		
Total dépenses courantes	2 472,7	2 799,4	326,7	13,2%
Dépenses capital sur ress. internes	942,3	1 018,8	76,5	8,1%
dont FERA	40,0	53,0	13,0	32,5%
Investissements sur ressources externes	830,0	735,0	- 95,0	-11,4%
Total dépenses d'investissement	1 772,3	1 753,8	- 18,5	-1,0%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 245,0	4 553,2	308,2	7,3%
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 394,7	4 702,9	308,2	7,0%
Solde budgétaire global	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
% PIB Déficit	-4,8%	-6,23%		
PIB NOMINAL	16 473,3	16 922,4		

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 2022/LFI 2022	
<i>Amortissement de la dette</i>	804,3	853,8	49,5	6,2%
<i>Financement déficit</i>	784,0	1 055,1	271,1	34,6%
<i>Autres opérations de financement</i>	25,0	25,0	-	0,0%
<i>Crédit hôtelier</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>	2,0	2,0	-	
<i>Participations financières</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonsis</i>	3,0	3,0	-	
<i>Déficit OPEX</i>	30,0	30,0	-	
Total remboursement	1 643,3	1 963,9	320,6	19,5%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	580,0	515,0	- 65,0	-11,2%
<i>Surfinancement prévisionnel à r</i>	232,5	120,7	- 111,8	-48,1%
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>	50,0	50,0	-	0,0%
<i>Emprunts programmes</i>	107,0	361,0	254,0	237,4%
<i>Autres emprunts</i>	723,8	967,2	243,4	33,6%
Total tirages	1 643,3	1 963,9	320,6	19,5%
Déficit	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
PIB	16 473,3	16 922,4		
Déficit	-4,8%	-6,23%		

- **Les données du budget général de l'Etat:**

Le budget général pour le présent projet de loi de finances rectificative s'élève à 3 498,1 milliards de FCFA en recettes et à 4 553,2 milliards de FCFA en dépenses.

Dans le détail, les recettes budgétaires sont composées des grandes masses suivantes:

- recettes fiscales : 3 052,1 milliards de FCFA, en hausse de 0,9%;
- recettes non fiscales : 180 milliards de FCFA, en hausse de 28,6% ;
- tirages sur dons-projets : 220 milliards de FCFA en baisse de 12% ;
- dons budgétaires : 46 milliards de FCFA, au même niveau que la LFI.

Toutefois, à l'image des dispositions prises dans la loi de finances 2022, le Gouvernement mettra en place une réserve de précaution (investissements externes et internes) et de gestion dotée de 80 milliards FCFA, pour tenir compte du contexte mondial difficile et incertain lié notamment à la guerre en Ukraine et ses conséquences importantes sur la volatilité des prix des matières premières et sur l'activité économique.

Aussi, subsiste-t-il des risques importants qui pourraient peser sur le recouvrement des recettes et sur le niveau des subventions à l'énergie. Ainsi, la réserve de précaution

ne sera mobilisable que si les objectifs de recettes sont atteints et que le niveau des subventions à l'énergie reste dans l'enveloppe budgétaire prévue.

Les dépenses du budget général sont arrêtées à un montant total de 4 553,2 milliards de FCFA et se décomposent ainsi qu'il suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : 350 milliards de FCFA, au même niveau que la LFI 2022 ;
- dépenses de personnel : 1 037 milliards de FCFA contre 952 milliards de FCFA dans la LFI 2022, soit une progression de 8,9% ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants : 1 412,4 milliards FCFA contre 1 170,7 milliards de FCFA dans la LFI 2022, soit une hausse de 20,6% ;
- dépenses en capital sur ressources internes : 1 018,8 milliards de FCFA contre 942,3 milliards de FCFA dans la LFI 2022. Ces dépenses d'investissement connaîtront une hausse de 76,5 milliards FCFA en raison notamment des dépenses de sécurité, du renforcement de la TUR, de l'achèvement des travaux des universités Amadou Moctar MBOW, Assane SECK de Ziguinchor et El Hadj Ibrahima NIASSE de Sine Saloum, du complément de financement du projet d'assainissement de Touba et de la finalisation du Projet De Développement Inclusif et Durable de l'agro-Business (PDIDAS) ;
- dépenses en capital sur ressources externes : 735 milliards de FCFA contre 830 milliards FCFA dans la LFI 2022, soit un recul de 95 milliards de FCFA en valeur absolue et 11,4% en valeur relative.

- **Les comptes spéciaux du Trésor :**

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont projetés, en ressources et en charges, à 149,7 milliards de FCFA, soit au même niveau que la LFI 2022.

Les CST sont composés des catégories de comptes suivantes, toutes équilibrées en recettes et en dépenses :

- comptes d'affectation spéciale : 127,5 milliards de FCFA contre 113,8 milliards de FCFA dans la LFI 2022, soit une hausse de 13,8 milliards de FCFA ;
- comptes de commerce : 0,15 milliard de FCFA ;
- comptes de prêt : 20,8 milliards de FCFA ;
- comptes d'avance : 0,8 milliard de FCFA ;
- comptes de garanties et avals : 0,5 milliard de FCFA.

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances rectificative pour l'année 2022.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2021-42 du 20 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie.

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévion et autorisation des recettes du budget général

Exposé des motifs

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base des projections révisées du programme économique et financier du mois d'avril 2022.

Elles sont arrêtées à 3 498 117 000 000 de FCFA pour la présente loi de finances rectificative. Elles excluent les emprunts qui sont considérés comme ressources de trésorerie, au sens de l'article 8 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Ces recettes sont composées des recettes internes pour un montant de 3 232 117 000 000 de FCFA, des recettes externes d'un montant de 266 000 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 46 000 000 000 de FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 220 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I de la présente loi de finances rectificative.

Texte de l'article :

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à la somme de 3 232 117 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à 266 000 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative à 3 498 117 000 000 de FCFA ».

ARTICLE 2 MODIFIE: Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

Exposé des motifs

Les ressources de trésorerie révisées pour l'année 2022 sont estimées à un montant de 1 963 877 116 825 FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 515 000 000 000 de FCFA ;
- des emprunts programmes évalués à 361 000 000 000 de FCFA ;
- d'autres emprunts pour un montant de 967 177 116 825 de FCFA ;
- et du surplus de financement à reporter pour 120 700 000 000 de FCFA dont 50 000 000 000 FCFA provenant des droits de tirages spéciaux.

Ce financement déjà disponible ramène l'autorisation d'intervenir sur le marché à **1 843 177 116 825 FCFA.**

Texte de l'article

« I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 963 877 116 825 FCFA. Hors le surplus de financement, les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 843 177 116 825 FCFA de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE: Les dépenses du budget général

Exposé des motifs

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances rectificative de l'année 2022, à 7 525 898 450 520 de FCFA et 4 553 194 116 825 de FCFA.

Pour les dépenses de personnel, elles sont assorties, par ministère, de plafonds d'autorisation d'emploi rémunérés par l'Etat.

Texte de l'article :

« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 553 194 116 825 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA ;
- Dépenses de personnel : 1 037 000 000 000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : 1 412 403 000 000 de FCFA ;
- Investissement exécutés par l'Etat : 947 673 023 124 de FCFA ;
- Transferts en capital : 806 118 093 701 de FCFA.

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7 525 898 450 520 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1 037 000 000 000 de FCFA ».

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE: Evaluation des charges de trésorerie

Exposé des motifs

Les charges de trésorerie sont revues dans la présente loi de finances rectificative et portent sur un montant de 1 963 877 116 825 FCFA et concernent principalement l'amortissement de la dette pour un montant de 853 800 000 000 de FCFA et le financement du déficit pour un montant 1 055 077 116 825 de FCFA.

Texte de l'article

« Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 963 877 116 825 de FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Equilibre budgétaire et financier

Exposé des motifs

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans un tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

Texte de l'article

« I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

RUBRIQUES	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 1 2022/LFI 2022	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 025,0	3 052,1	27,1	0,9%
TUR	40,0	53,0	13,0	32,5%
Remboursement créances SAR		48,9	48,9	
Convention Etat/Sécuriport		5,2	5,2	
Recettes non fiscales et autres	140,0	180,0	40,0	28,6%
dont CDC		40,0	40,0	
Total recettes internes	3 165,0	3 232,1	67,1	2,1%
Tirages sur Dons en capital (projet)	250,0	220,0	- 30,0	-12,0%
Dons budgétaires	46,0	46,0	-	0,0%
Total recettes externes	296,0	266,0	- 30,0	-10,1%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 461,0	3 498,1	37,1	1,1%
RECETTES CST			-	
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 610,7	3 647,8	37,1	1,0%
Intérêts de la dette	350,0	350,0	-	0,0%
Dépenses de personnel	952,0	1 037,0	85,0	8,9%
Acquisitions de biens et services et transferts c	1 170,7	1 412,4	241,7	20,6%
dont Augmentation capital SAR		48,9	48,9	
dont Subvention Energie		150,0	150,0	
dont Convention Etat/Sécuriport		5,2		
Total dépenses courantes	2 472,7	2 799,4	326,7	13,2%
Dépenses capital sur ress. internes	942,3	1 018,8	76,5	8,1%
dont FERA	40,0	53,0	13,0	32,5%
Investissements sur ressources externes	830,0	735,0	- 95,0	-11,4%
Total dépenses d'investissement	1 772,3	1 753,8	- 18,5	-1,0%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 245,0	4 553,2	308,2	7,3%
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 394,7	4 702,9	308,2	7,0%
Solde budgétaire global	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
% PIB Déficit	-4,8%	-6,23%		
PIB NOMINAL	16 473,3	16 922,4		

II- Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour un montant total de 2 109 177 116 825 de FCFA. Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement révisé qui récapitule les prévisions de ressources et de charges de trésorerie telles que définies par les articles 27 et 28 de la LOLF.

Texte de l'article :

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 2022/LFI 2022	
<i>Amortissement de la dette</i>	804,3	853,8	49,5	6,2%
<i>Financement déficit</i>	784,0	1 055,1	271,1	34,6%
<i>Autres opérations de financement</i>	25,0	25,0	-	0,0%
<i>Crédit hôtelier</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>	2,0	2,0	-	
<i>Participations financières</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonsis</i>	3,0	3,0	-	
<i>Déficit OPEX</i>	30,0	30,0	-	
Total remboursement	1 643,3	1 963,9	320,6	19,5%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	580,0	515,0	- 65,0	-11,2%
<i>Surfinancement prévisionnel à r</i>	232,5	120,7	- 111,8	-48,1%
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>	50,0	50,0	-	0,0%
<i>Emprunts programmes</i>	107,0	361,0	254,0	237,4%
<i>Autres emprunts</i>	723,8	967,2	243,4	33,6%
Total tirages	1 643,3	1 963,8771168250	320,6	19,5%
Déficit	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
PIB	16 473,3	16 922,4		
Déficit	-4,8%	-6,23%		

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Les dispositions des articles 14, 16 et 17 de la loi n°2021-42 du 30 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions relatives à la ratification d'un décret d'avance, à la création de comptes d'affectation spéciale et à l'insertion de dispositions modifiant le Code général des impôts.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour 2022, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 6 629 841 168 818 de FCFA et 3 696 104 380 487 de FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe III de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6 629 841 168 818 de FCFA et 3 696 104 380 487 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 MODIFIE: Dotations des institutions

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de

paiement pour les Institutions pour respectivement 165 240 796 279 de FCFA et 158 301 110 699 de FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 165 240 796 279 de FCFA et 158 301 110 699 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

ARTICLE 17 MODIFIE: Dotation des charges communes

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2022, pour les charges communes, des autorisations d'engagement pour 380 816 485 427 FCFA et des crédits de paiement pour 348 788 625 639 de FCFA.

Texte de l'article :

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 380 816 485 427 de FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 348 788 625 639 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

Cette partie intègre de nouvelles dispositions allant des articles 25 à 84.

ARTICLE 25 : Ratification d'un décret d'avance

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les décrets d'avance pris en cours d'année sont proposés à la ratification.

Ainsi, le décret d'avance n°2022-860 du 14 avril 2022, a été pris pour constater les recettes du budget général sur la base de créances que la SAR rembourse à l'Etat du Sénégal et d'ouvrir des crédits supplémentaires d'égal montant, en autorisation d'engagement et en crédits de paiement au titre de la participation publique dans le capital social de la SAR.

Les crédits ouverts dans ce décret font l'objet de régularisation en recettes et en dépenses dans le budget de l'Etat pour un montant de 48 874 281 044 FCFA, dans le présent projet de loi de finances rectificative.

Texte de l'article :

« Est ratifié le décret d'avance n°2022-860 du 14 avril 2022 portant constatation de recettes et d'ouverture de crédits au budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2022 ».

ARTICLE 26 : Création de comptes d'affectation spéciale

Exposé des motifs

En perspective du démarrage de l'exploitation effective du pétrole et du gaz prévue pour l'année 2023, la loi n°2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures a été votée et promulguée. Cette loi dispose, en son article 12, que « la loi de finances initiale répartit les recettes d'hydrocarbure entre le budget général de l'Etat, le Fonds de stabilisation et le Fonds intergénérationnel ».

L'article 16 de la même loi prévoit que la loi de finances ouvre deux comptes d'affectation spéciale dont le Fonds de stabilisation et le Fonds intergénérationnel.

Dans ce cadre, la présente loi propose la création de ces deux comptes en attendant leur dotation, en crédits budgétaires, dans la loi de finances initiale de 2023.

Texte de l'article :

« - Il est ouvert, les comptes d'affectation spéciale suivants :

- Fonds de stabilisation ;*
- Fonds intergénérationnel. »*

ARTICLES 27,28,29,30,31,32,33,34,35,36,37,38,39,40,41,42,43,44,45,46,47,48, 49,50,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60,61,62,63,64,65,66,67,68,69,70,71,72,73, 74,75,76,77,78,79,80,81,82, 83 et 84 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Exposé des motifs

Dans le cadre de la stratégie de riposte mise en place pour endiguer les conséquences économiques et sociales engendrées par la crise sanitaire liée à la Covid 19, les pouvoirs publics ont déjà mis en application de fortes mesures fiscales de soutien aux entreprises et aux ménages, notamment par le biais d'avantages particuliers et autres facilités de trésorerie accordés par l'ordonnance n° 002-2020 du 23 avril 2020.

La mise en œuvre d'une politique de relance inclusive et résiliente post-Covid-19 de l'économie initiée par le Gouvernement requiert de poursuivre davantage la rénovation du dispositif interne de taxation, conformément aux orientations contenues dans la Stratégie de mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT) qui vise la mise en place d'un système fiscal simple et efficace, incitatif et juste, moderne et transparent, organisé autour d'une utilisation accrue des technologies numériques.

Dans la perspective de la digitalisation intégrale de la chaîne de recettes publiques et d'interconnexion accrue des administrations de recettes et de dépenses, la prise en considération des orientations déclinées par les pouvoirs publics nécessite dès à présent l'adaptation du corpus fiscal à l'évolution du cadre juridique, économique et financier dans lequel il évolue.

Les modifications du Code général des impôts visent donc à :

- appuyer la politique d'incitation à l'investissement dans le secteur agricole ;
- assurer une plus grande justice sociale dans la répartition de la charge fiscale ;
- poursuivre l'effort de rationalisation des règles de liquidation de certains impôts et taxes ;
- simplifier davantage certaines dispositions fiscales en vue de favoriser davantage le consentement à l'impôt ;
- aligner le régime de redevance minière avec celui de la production de phosphate.

I) Appuyer la politique d'incitation à l'investissement dans le secteur agricole

Le contexte économique mondial, confirme l'intérêt de soutenir les acteurs du secteur agricole dans leurs efforts d'investissement. Tel est le sens de la prorogation jusqu'au 31 décembre 2026, soit pour 5 années supplémentaires, de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable au matériel agricole prévue au 26 de l'article 361 du CGI.

II) Assurer une plus grande justice sociale dans la répartition de la charge fiscale

L'un des objectifs poursuivis par la réforme du cadre fiscal est aussi de créer les conditions d'une répartition plus équitable de la charge fiscale.

C'est dans ce cadre qu'il est envisagé, avec la modification du point 5 de l'article 361 du CGI, un ciblage de l'exonération de la tranche sociale des consommations d'eau et d'électricité afin d'en faire bénéficier davantage les couches les plus défavorisées et mieux faire participer les consommateurs disposant de revenus conséquents lorsque leur niveau de consommation excède les limites fixées par voie réglementaire.

Il est en outre prévu, à la faveur d'une revue de l'article 173, d'ajouter au barème progressif une tranche liquidée au taux de 43% et applicable aux titulaires de revenus annuels imposables supérieurs à 50 millions de francs CFA.

Une autre mesure à fort impact social est également consacrée par le point 15 de l'article 167 qui exonère expressément d'impôt sur le revenu les cotisations relatives à l'assurance maladie.

Par ailleurs, en vue de lutter plus efficacement contre la spéculation foncière, il est procédé à une révision du point 2 de l'article 556 avec l'application d'une taxation plus dissuasive aux plus-values résultant de la cession de terrains nus ou insuffisamment bâtis et ce, sans considération de la nature juridique du bien immobilier.

III) Poursuivre l'effort de rationalisation des règles de liquidation de certains impôts et taxes

Il est également envisagé la révision des modalités de taxation de certains impôts et taxes en vue de diminuer les externalités négatives de produits dont l'usage inconsidéré ou immodéré peut entraîner des conséquences néfastes sur la santé ou l'environnement.

C'est ainsi qu'il est envisagé une révision du dispositif de taxation des emballages en plastique non récupérables par une modification des articles 444 bis et 444 ter du CGI et une révision à la hausse du tarif de la taxe sur les alcools.

L'effort de rationalisation des règles d'assiette a conduit également à la prise en considération de situations particulières pouvant impacter sur le calcul des cotisations fiscales dues par certains contribuables notamment en matière d'impôts locaux.

IV) Simplifier davantage certaines dispositions fiscales en vue de favoriser le consentement à l'impôt

L'effort de simplification du dispositif fiscal est également poursuivi en vue de favoriser davantage le consentement à l'impôt par la facilitation des conditions de déclaration et de paiement des impôts et taxes.

Enfin, dans le souci d'actualiser le dispositif fiscal pour une plus grande clarté à l'application, plusieurs autres articles contenus dans le CGI ont fait l'objet de réécriture, d'ajustement ou de réaménagement.

V. Aligner le régime de redevance minière avec celui de la production de phosphate

Le phosphate constitue un intrant qui rentre dans le processus de fabrication de l'acide phosphorique. Dans les conventions minières actuellement en cours, la redevance minière est assise sur la valeur marchande des produits commercialisés, notamment l'acide phosphorique et les engrais. Or, ces produits finis ne sont pas des produits miniers.

Pour aligner le régime de redevance minière avec celui de la production de phosphate au Sénégal, il est proposé que la redevance minière soit assise sur la valeur marchande du phosphate brut constitué par la roche, plutôt que sur les produits finis, du fait que cette substance est un produit de consommation intermédiaire pour les producteurs d'engrais ou d'acide phosphorique.

Le taux prévu par le code minier est de 1% sur une assiette déterminée par référence à l'indice de prix de la roche de phosphate pour encourager la transformation locale des phosphates en produits finis, créant ainsi davantage de valeur ajoutée.

Texte de l'article 27.- Les dispositions du point 2 de l'article 322 du code susvisé sont abrogées.

Texte de l'article 28.- Les dispositions du second alinéa du 7 de l'article 9 sont ainsi modifiées:

« Article. 9.-

7)

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur des impôts déductibles, leur montant entre dans les produits de l'exercice au cours duquel l'entreprise est avisée de ces dégrèvements ; »

Texte de l'article 29.- Les dispositions du 4 de l'article 11 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 11-

4) les frais d'inspection ou de révisions majeures supportés dans les conditions fixées à l'annexe III du présent Livre par les entreprises de navigation maritime agréées par décision du Ministre chargé des Finances.»

Texte de l'article 30.- Les dispositions des articles 122, 128 et 132 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 122. Le bénéfice imposable des contribuables assujettis au titre du régime du réel normal et du réel simplifié est déterminé, sauf dispositions contraires, dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 128. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du bénéfice réel normal est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 132. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du réel simplifié est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

Texte de l'article 31. - Au point 3 de l'article 91, au point 7 de l'article 105 et au point 11 de l'article 402, le terme « Caisse nationale de Crédit agricole du Sénégal » est remplacé par « La Banque Agricole ».

Texte de l'article 32.- Les mots « exemptions », « exempté », « exemptée » ou « exemptés » utilisés à l'article 85, au titre du III qui précède l'article 91, à l'article 94, au titre II qui précède l'article 104, au titre qui précède l'article 271 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 275, à l'article 278, au titre qui précède l'article 284 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 286, au second alinéa de l'article 287, au premier alinéa de l'article 288, à l'article 289, au titre qui précède l'article 298 et au premier alinéa dudit article, à l'article 299, au point 7 de l'article 314, au titre qui précède l'article 322 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 323, au titre qui précède l'article 324 et au premier alinéa dudit article sont, selon le cas, remplacés par les mots « exonérations », « exonéré », « exonérées » ou « exonérés ».

Texte de l'article 33.- Le terme « SYSCOA » utilisé au b. du 5 de l'article 11.5 et au dernier alinéa de l'article 250 du code susvisé est remplacé par le terme « SYSCOHADA ».

Texte de l'article 34.- Au point 7 de l'article 271 du code susvisé, le mot « aveugles » est remplacé par le mot « non-voyants ».

Texte de l'article 35.- Au premier alinéa des articles 275, 283, 296, 308, 309, 310, 319, aux points 1, 2 et 3 de l'article 285, aux articles 309, 314, 319 et au point 1° de l'article 466, le terme « collectivités locales » est remplacé par « collectivités territoriales », celui de « commune ou communauté rurale » à l'article 308 est remplacé par « commune », et celui de « taxe » au dernier alinéa de l'article 292 du code susvisé, est remplacé par « contribution ».

Texte de l'article 36.- L'intitulé de la Sous-section 4 de la Section VI du Chapitre I du Livre II du code susvisé « Déductions » est remplacé par « *Régularisation, Remboursement ou Imputation en matière de TVA* ».

Texte de l'article 37.- Au premier alinéa de l'article 474 du code susvisé le terme « tribunal régional » est remplacé par « Tribunal de grande Instance ».

Texte de l'article 38.- Le premier alinéa de l'article 511 du code susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 511.- Le paiement du droit proportionnel prévu par le V de l'article 472, lorsqu'il excède 5 millions de francs, peut sur la demande de la société débitrice, être acquitté en trois versements égaux. Le premier versement est seul acquitté lors de

l'enregistrement de l'acte. Les autres fractions, majorées de l'intérêt au taux légal, sont exigibles d'année en année et doivent être payées dans les trente jours qui suivent chaque échéance annuelle. »

Texte de l'article 39– Les dispositions de l'article 666 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 666. Les amendes prévues à la présente section sont constatées par procès-verbal, dans les conditions fixées aux articles 613 et 614. »

Texte de l'article 40. – Le c) du III de l'article 667 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article. 667.-

III.

c) Le défaut de réponse ou la réponse partielle à la mise en demeure prévue au 3 de l'article 638 et au point 2 de l'article 639 entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'administration après mis en demeure »

Texte de l'article 41.- Les dispositions du dernier alinéa de l'article 144 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 144.-

Tout assujetti est tenu, dans son établissement, de présenter cette formule, lorsqu'il est requis par les maires, préfets, sous-préfets et fonctionnaires dûment commissionnés des impôts, du Trésor ou de la Douane. »

Texte de l'article 42.- Les dispositions du dernier alinéa du point 1 de l'article 174 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 174.

1.-

Toutefois, le montant de l'impôt ne peut excéder 43 % du revenu imposable. »

Texte de l'article 43.- Les dispositions du premier alinéa de l'article 258 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 258.-

Les contribuables qui, directement ou indirectement, versent à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt sur le revenu à raison du montant global de ces sommes. La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. »

Texte de l'article 44.- Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 272 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 272.-

L'impôt est dû pour l'année entière au lieu de la résidence habituelle du contribuable, en raison des faits existant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Lorsque par suite de changement de résidence, un contribuable se trouve imposé dans deux localités, il ne doit l'impôt que dans la localité où il se trouvait au 1^{er} janvier. Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

Texte de l'article 45.- Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 281 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 281.-

Les régularisations faites par l'employeur sont assurées lors du dernier versement effectué au titre de l'année considérée, en tenant compte du salaire de l'employé, y compris les avantages en nature payés au cours de ladite année.

Les régularisations effectuées par l'administration sont assurées au moyen de titres de perception, en tenant compte du revenu brut du contribuable disposant de revenus salariaux, y compris les avantages en nature ; les impositions sont établies au nom dudit contribuable.

Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application du tarif, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627 . »

Texte de l'article 46.- Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 309 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 309.-

La commission est présidée par un représentant élu de la collectivité territoriale et comprend de cinq à huit commissaires suivant la taille de la collectivité. Les commissaires sont désignés par le Chef du service des impôts territorialement compétent, à partir d'une liste de noms établie par le président élu de la collectivité. La liste comporte le double du nombre des personnes prévues pour siéger à la commission. Les personnes dont les noms figureront sur la liste seront choisies parmi les responsables de quartier ou de village de la collectivité territoriale. »

Texte de l'article 47.- Les dispositions du point 13 de l'article 468 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 468.-

13. Pour les adjudications de biens immeubles, le droit est liquidé sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celle-ci est supérieure au prix d'adjudication, augmenté des charges en capital.

En ce qui concerne les ventes aux enchères publiques de meubles, le droit est perçu sur le montant total des recettes indiquées dans le procès-verbal des séances. »

Texte de l'article 48. - Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 635 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 635.-*

Lorsqu'ils ne sont pas soumis à des règles et plans comptables spécifiques, les contribuables doivent tenir des documents et une comptabilité conforme aux règles et plans comptables définis par l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière. »

Texte de l'article 49. - Les dispositions du point 2 de l'article 31 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 31.-*

2. Les entreprises et organismes relevant du cadre comptable dénommé SYSCOHADA doivent joindre les documents comptables visés par l'article 8 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière, sous les réserves prévues aux articles 11 et 13 dudit Acte uniforme, à savoir :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- les notes annexes. »

Texte de l'article 50.- Le titre de l'article 77 du code susvisé est modifié comme suit :

« *Article 77.- Renonciation à l'option* »

Texte de l'article 51. - Les dispositions du point 15 de l'article 167 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 167.-*

15. - les cotisations relatives à l'assurance maladie dans la mesure où elles n'excèdent pas 10% du revenu brut salarial. »

Texte de l'article 52. Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 173 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 173.-

1. Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable, arrondi au millier de franc inférieur, est soumis au barème progressif suivant :

Tranche	Taux
0-630 000	0%
630 001 – 1 500 000	20%
1 500 001 – 4 000 000	30%
4 000 001 – 8 000 000	35%
8 000 001 – 13 500 000	37%
13 500 001 - 50 000 000	40%
+ 50 000 000	43%

Par dérogation aux dispositions du 1, en ce qui concerne les revenus de capitaux mobiliers, il est fait application d'une retenue à la source aux taux suivants :

-25% pour les plus-values prévues au c) du 1) de l'article 156 et au 2 de l'article 259 du CGI lorsque les profits sont réalisés par l'intermédiaire d'une société ou d'un organisme de gestion des capitaux mobiliers domicilié au Sénégal.

Dans tous les autres cas, les plus-values ou les profits résultant des cessions valeurs mobilières réalisés ou taxables au Sénégal doivent être déclarés par le bénéficiaire dans les conditions prévues au 6° de l'article 31 du présent code.

- 10 %, pour les produits des actions, parts sociales et parts d'intérêts des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ;

- 13 %, pour les revenus d'obligations ;

Toutefois, pour les revenus des obligations, à échéance d'au moins cinq ans, émises au Sénégal, le taux est porté à 6 %.

- 15 %, pour les lots ;

- 16 %, pour les autres revenus de capitaux mobiliers, notamment les jetons de présence et autres rémunérations d'administrateurs ainsi que les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Ce taux est ramené à 8 % pour les intérêts, arrérages et autres produits des comptes de dépôts et des comptes courants visés à l'article 101 ouverts dans les comptes d'une banque, d'un établissement de banque, des systèmes financiers décentralisés, de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un agent de change, d'un courtier en valeurs mobilières, d'une société holding satisfaisant aux conditions de l'article 23 et des comptables du trésor, quelle que soit la date de l'ouverture des comptes.

Pour les intérêts des bons de caisse, nominatifs ou au porteur, la retenue à la source est fixée à 20 %, libératoire de tous impôts. »

Texte de l'article 53.- Les dispositions du point 2 de l'article 223 Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 223.-

2. dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année, pour les produits échus au cours de l'année précédente en ce qui concerne les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance. Il en est de même des revenus d'obligation dont le montant n'est pas fixé à l'avance ; »

Texte de l'article 54.- Les dispositions des points 1, 4 et 6 de l'article 284 du Code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 284.-

1. les terrains non cultivés employés à un usage professionnel lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ;

4. les installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions ;

6. les terrains cultivés ou non, utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle, par des panneaux réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ; »

Texte de l'article 55.- Les dispositions des points 11 de l'article 285 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 285.-

11. les terrains, locaux et installations à usage professionnel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumises à la contribution économique locale sur ces biens. »

Texte de l'article 56.- Les dispositions du point 1 de l'article 286 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 286.-

Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales, d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures sont, pendant toute la durée de validité desdits titres de recherche ou autorisations et de leurs renouvellements, dans le cadre strict de leurs opérations de recherche, exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties. L'exonération ne s'applique pas aux immeubles à usage d'habitation. »

Texte de l'article 57.- Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 298 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 298.-

Sont exonérés de la contribution :

1. les terrains appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales qui, bien que non affectés à un service public, ne sont pas productifs de revenus, les pépinières et jardins créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole, dans le but de sélection et d'amélioration des plants ;
2. les terrains affectés à un usage commercial ou industriel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumise à la contribution économique locale sur ces biens. »

Texte de l'article 58.- Les dispositions du point 3 de l'article 306 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 306.-

3. Les terrains exonérés de la contribution foncière des propriétés non bâties en vertu des dispositions des articles 298 et 299, le sont également en matière de surtaxe des terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis. »

Texte de l'article 59.- Les dispositions du point 6 de l'article 314 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 314.-

6. Pour les omissions et inexactitudes ayant pour effet de minorer la valeur locative ou la valeur vénale servant de base pour le calcul de l'impôt foncier, la pénalité est calculée suivant les modalités définies à l'article 671. »

Texte de l'article 60.- Les dispositions des points 1 et 8 de l'article 322 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 322.-

Sont exonérés de la contribution économique locale :

1) l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics exerçant des activités à caractère administratif ou professionnel et sans but lucratif. Sont toutefois passibles de la contribution économique locale, les établissements publics et organismes, de l'Etat ou des collectivités territoriales, exerçant une activité à caractère industriel ou commercial ou poursuivant un but lucratif ;

8) les établissements scolaires privés d'enseignement général, technique et professionnel légalement constitués. »

Texte de l'article 61.- Les dispositions du point 1 de l'article 323 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 323.-

1. Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales ou pétrolières sont, pendant toute la durée de validité du titre et de ses renouvellements, exonérées de la contribution économique locale. »

Texte de l'article 62.- Les dispositions du point 2 de l'article 335 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 335.-

2. Les entreprises régies par la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés sont exonérées de la contribution sur la valeur ajoutée. »

Texte de l'article 63.- Les dispositions des items 5) et 26) de l'article 361 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 361.-

5) Les livraisons d'eau et d'électricité fournies à un foyer dont la consommation n'excède pas la tranche sociale fixée suivant arrêté du ministre en charge des Finances.

26) Jusqu'au 31 décembre 2026, les livraisons et importations de matériels agricoles, les aménagements et les prestations de services agricoles dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre en charge de l'Agriculture. Les personnes bénéficiaires de programmes d'investissement agréés de matériel ou d'aménagements agricoles délivrés postérieurement au 1er janvier 2013 et ayant donné lieu à une suspension de taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, de droit, de l'exonération prévue par la présente loi.»

Texte de l'article 64.- Le titre de l'article 376 du présent code est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 376. –

Justificatifs des biens ou services ouvrant droit à déduction »

Texte de l'article 65.- Les dispositions de l'article 400 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 400.

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les activités financières (TAF).

La taxe s'applique à toutes les rémunérations perçues sur les opérations financières réalisées au Sénégal par un assujetti, notamment les commissions, intérêts agios et autres rémunérations perçus sur les crédits, prêts, avances, engagements par signature, tenue de comptes bancaires ou équivalent, transferts d'argent, intermédiation financière ou opération de change, à l'exclusion du mandat postal. »

Texte de l'article 66.- Les dispositions de l'article 401 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 401.

Sont assujettis à la taxe :

- 1- les banques et établissements financiers agréés au Sénégal, sur les rémunérations de toute opération relevant de l'article 400 ;
- 2- les personnes physiques ou morales réalisant de l'intermédiation financière, sur les rémunérations d'opérations d'intermédiation financière;
- 3- les personnes physiques ou morales réalisant des opérations de transfert d'argent, sur les rémunérations d'opérations de transfert d'argent ;
- 4- les opérateurs de change, sur les rémunérations d'opérations de change. »

Texte de l'article 67.- Les dispositions du point 11 de l'article 402 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 402.-

11. les intérêts et commissions perçus sur les opérations de financement agricole réalisées par la Banque agricole du Sénégal. »

Texte de l'article 68.- Les dispositions du a) de l'article 413 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 413.-

a) 50% pour les alcools et liquides alcoolisés.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- 2.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool pur et inférieur ou égal à 15° ;
- 6.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus. »

Texte de l'article 69.- Les dispositions du point 2 de l'article 556 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 556.-

2. La taxe est due aux taux de :

- a) 15% sur les cessions de terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis ;
- b) 10% dans tous les autres cas. »

Texte de l'article 70. - Les dispositions du c) de l'article 589.I du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 589.I.-

c) de six mois supplémentaires, en cas de découverte, au cours des délais initiaux de douze (12) ou quatre (04) mois, d'une activité occulte ou non déclarée par le contribuable vérifié. »

Texte de l'article 71.- Les dispositions de l'article 270 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 270.-

L'impôt du minimum fiscal est perçu au profit des collectivités territoriales. Il est dû par toute personne résidant au Sénégal, âgée d'au moins dix-huit ans, relevant de l'une des catégories ci-dessus :

Catégorie exceptionnelle

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 500.000.000 de francs ;
- Propriétaires dont la valeur locative est égale ou supérieure à 12.000.000 de francs.

Première catégorie

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 500.000.000 et supérieur à 250.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 2.000.000 de francs et inférieure à 12.000.000 de francs ;

Deuxième catégorie

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 250.000.000 et supérieur à 50.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 1.000.000 de francs et inférieure à 2.000.000 de francs ;

Troisième catégorie

- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 600.000 francs et inférieure à 1.000.000 de francs.

Quatrième catégorie

- Toutes personnes visées au 1er alinéa du présent article, résidant dans les communes et ne figurant pas dans une des catégories précédentes. »

Texte de l'article 72.- Les dispositions de l'article 276 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 276.-

Les retenues sont effectuées au nom du salarié. Ce dernier est imposable au taux prévu pour sa catégorie, pour lui-même et son conjoint ne disposant pas de revenus. Les salariés quel que soit leur âge sont personnellement imposables. »

Texte de l'article 73.- Les dispositions de l'article 287 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 287.-

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de construction ne sont soumises à la contribution foncière qu'à compter de la sixième année suivant celle de leur achèvement.

Cette exonération temporaire ne s'applique pas aux constructions et bâtiments à usage industriel ou commercial, qui sont imposables à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

Pour les constructions et bâtiments à usage mixte l'exonération visée au premier alinéa est limitée aux parties à usage d'habitation.

En cas de changement d'affectation d'un immeuble temporairement exonéré, l'exonération devient caduque à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation pour la période restante. Le propriétaire est tenu d'informer le service des Impôts du lieu de situation du bien dans le mois suivant ce changement. »

Texte de l'article 74.- Les dispositions de l'article 303 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 303.-

Indépendamment de la contribution foncière telle qu'elle est réglée par les articles précédents, il est établi dans les communes de la région de Dakar et dans les communes chefs-lieux de départements, une surtaxe sur les terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis perçue au profit des collectivités territoriales. »

Texte de l'article 75.- Les dispositions de l'article 316 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 316.-

Les rôles sont nominatifs. Les omissions et insuffisances de taxation, peuvent être réparées par voie de rôle supplémentaire dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

Texte de l'article 76.- Les dispositions de l'article 325 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 325.-

Tout redevable de la contribution économique locale est tenu, dans son établissement, de présenter sa formule de contribution économique locale, lorsqu'il en est requis par les maires, les préfets, sous-préfets ou les fonctionnaires dûment commissionnés des Impôts ou du Trésor. »

Texte de l'article 77.- Les dispositions de l'article 333 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 333.-

Pour l'établissement de la contribution sur la valeur locative des locaux professionnels, le redevable de la contribution économique locale dépose, au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition, une déclaration sur un formulaire mis à sa disposition par l'administration. »

Texte de l'article 78.- Les dispositions de l'article 431 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 431.-

- 15 % pour les beurres, crèmes de lait et les succédanés ou mélanges contenant du beurre ou de la crème, quelles que soient les proportions du mélange ;
- 10 % pour les charcuteries et les autres corps gras.

Texte de l'article 79.- Les dispositions de l'article 444 bis du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 444 bis. -

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les sachets, conditionnements et emballages, non récupérables, en plastique.

La taxe est perçue sur les sachets, sacs, pochettes, et cornets en plastique ou matières assimilées, produits ou importés au Sénégal avec ou sans contenu.

Elle s'applique également aux bouteilles et autres conditionnements ou emballages, non récupérables, en plastique ou en matière assimilées, avec ou sans contenu, produits ou importés au Sénégal.

Les préformes et films produits ou importés au Sénégal sont exonérées du paiement de ladite taxe. »

Texte de l'article 80.- Les dispositions de l'article 444 ter du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 444 ter. -

Par dérogation aux dispositions de l'article 408 du présent code, la taxe est liquidée de la manière suivante :

1) pour les emballages avec contenus :

a) produits au Sénégal :

- 0,5% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,3% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

b) importés :

- 0,6% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,8% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

2) pour les emballages sans contenus :

a) produits au Sénégal :

- 1,5% du prix de cession

b) importés :

- 2,5% de la valeur en douane. »

Texte de l'article 81 : Champ d'application et taux

Il est institué une redevance de 1% sur la valeur marchande du phosphate brut extrait ou produit au Sénégal déterminée en référence à l'indice de prix de la roche de phosphate.

Texte de l'article 82 : Assujettis

Est assujettie à la redevance sur le phosphate brut toute personne qui extrait ou produit du phosphate brut au Sénégal.

Texte de l'article 83 : Recouvrement

La redevance est recouvrée comme en matière de redevance minière.

Texte de l'article : 84 : Modalités d'application

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé des Mines détermine l'indice des prix de référence et les modalités de perception et de contrôle de la redevance sur le phosphate brut.

PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2021-42 du 20 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévion et autorisation des recettes du budget général

I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à la somme de 3 232 117 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à 266 000 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative à 3 498 117 000 000 de FCFA.

ARTICLE 2 MODIFIE: Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 963 877 116 825 FCFA. Mis à part le surplus de financement, les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 843 177 116 825 FCFA de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE: Les dépenses du budget général

I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 553 194 116 825 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA ;

- Dépenses de personnel : 1 037 000 000 000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : 1 412 403 000 000 de FCFA ;
- Investissement exécutés par l'Etat : 947 673 023 124 de FCFA ;
- Transferts en capital : 806 118 093 701 de FCFA.

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7 525 898 450 520 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1 037 000 000 000 de FCFA.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE: Evaluation des charges de trésorerie

Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 963 877 116 825 de FCFA.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Equilibre budgétaire et financier

I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 1 2022/LFI 2022	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 025,0	3 052,1	27,1	0,9%
TUR	40,0	53,0	13,0	32,5%
Remboursement créances SAR		48,9	48,9	
Convention Etat/Sécuriport		5,2	5,2	
Recettes non fiscales et autres	140,0	180,0	40,0	28,6%
dont CDC		40,0	40,0	
Total recettes internes	3 165,0	3 232,1	67,1	2,1%
Tirages sur Dons en capital (projet)	250,0	220,0	- 30,0	-12,0%
Dons budgétaires	46,0	46,0	-	0,0%
Total recettes externes	296,0	266,0	- 30,0	-10,1%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 461,0	3 498,1	37,1	1,1%
RECETTES CST			-	
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 610,7	3 647,8	37,1	1,0%
Intérêts de la dette	350,0	350,0	-	0,0%
Dépenses de personnel	952,0	1 037,0	85,0	8,9%
Acquisitions de biens et services et transferts c	1 170,7	1 412,4	241,7	20,6%
dont Augmentation capital SAR		48,9	48,9	
dont Subvention Energie		150,0	150,0	
dont Convention Etat/Sécuriport		5,2		
Total dépenses courantes	2 472,7	2 799,4	326,7	13,2%
Dépenses capital sur ress. internes	942,3	1 018,8	76,5	8,1%
dont FERA	40,0	53,0	13,0	32,5%
Investissements sur ressources externes	830,0	735,0	- 95,0	-11,4%
Total dépenses d'investissement	1 772,3	1 753,8	- 18,5	-1,0%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 245,0	4 553,2	308,2	7,3%
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 394,7	4 702,9	308,2	7,0%
Solde budgétaire global	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
% PIB Déficit	-4,8%	-6,23%		
PIB NOMINAL	16 473,3	16 922,4		

II- Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour un montant total de 2 109 177 116 825 de FCFA. Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers

et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur.

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 2022/LFI 2022	
<i>Amortissement de la dette</i>	804,3	853,8	49,5	6,2%
<i>Financement déficit</i>	784,0	1 055,1	271,1	34,6%
<i>Autres opérations de financement</i>	25,0	25,0	-	0,0%
<i>Crédit hôtelier</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>	2,0	2,0	-	
<i>Participations financières</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonsis</i>	3,0	3,0	-	
<i>Déficit OPEX</i>	30,0	30,0	-	
Total remboursement	1 643,3	1 963,9	320,6	19,5%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	580,0	515,0	- 65,0	-11,2%
<i>Surfinancement prévisionnel à r</i>	232,5	120,7	- 111,8	-48,1%
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>	50,0	50,0	-	0,0%
<i>Emprunts programmes</i>	107,0	361,0	254,0	237,4%
<i>Autres emprunts</i>	723,8	967,2	243,4	33,6%
Total tirages	1 643,3	1 963,8771168250	320,6	19,5%
Déficit	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
PIB	16 473,3	16 922,4		
Déficit	-4,8%	-6,23%		

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Les dispositions des articles 14, 16 et 17 de la loi n°2021-42 du 30 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions relatives à la ratification d'un décret d'avance, à la création de comptes d'affectation spéciale et à l'insertion de dispositions modifiant le Code général des impôts.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

B. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6 629 841 168 818 de FCFA et 3 696 104 380 487 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 MODIFIE: Dotations des institutions

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 165 240 796 279 de FCFA et 158 301 110 699 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

ARTICLE 17 MODIFIE: Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 380 816 485 427 de FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 348 788 625 639 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

Cette partie intègre de nouvelles dispositions allant des articles 25 à 84.

ARTICLE 25 : Ratification d'un décret d'avance

Est ratifié le décret d'avance n°2022-860 du 14 avril 2022 portant constatation de recettes et d'ouverture de crédits au budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 26 : Création de comptes d'affectation spéciale

Il est ouvert, les comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Fonds de stabilisation ;*
- *Fonds intergénérationnel.*

ARTICLES 27,28,29,30,31,32,33,34,35,36,37,38,39,40,41,42,43,44,45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60,61,62,63,64,65,66,67,68,69,70,71,72,73,74,75,76,77,78,79, 80,81,82,83 et 84 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

ARTICLE 27.- Les dispositions du point 2 de l'article 322 du code susvisé sont abrogées.

ARTICLE 28.- Les dispositions du second alinéa du 7 de l'article 9 sont ainsi modifiées:

« Article. 9.-

7)

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur des impôts déductibles, leur montant entre dans les produits de l'exercice au cours duquel l'entreprise est avisée de ces dégrèvements ; »

ARTICLE 29.- Les dispositions du 4 de l'article 11 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 11-

4) les frais d'inspection ou de révisions majeures supportés dans les conditions fixées à l'annexe III du présent Livre par les entreprises de navigation maritime agréées par décision du Ministre chargé des Finances.»

ARTICLE 30.- Les dispositions des articles 122, 128 et 132 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 122. Le bénéfice imposable des contribuables assujettis au titre du régime du réel normal et du réel simplifié est déterminé, sauf dispositions contraires, dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 128. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du bénéfice réel normal est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 132. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du réel simplifié est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

ARTICLE 31. - Au point 3 de l'article 91, au point 7 de l'article 105 et au point 11 de l'article 402, le terme « Caisse nationale de Crédit agricole du Sénégal » est remplacé par « La Banque Agricole ».

ARTICLE 32.- Les mots « exemptions », « exempté », « exemptée » ou « exemptés » utilisés à l'article 85, au titre du III qui précède l'article 91, à l'article 94, au titre II qui précède l'article 104, au titre qui précède l'article 271 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 275, à l'article 278, au titre qui précède l'article 284 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 286, au second alinéa de l'article 287, au premier alinéa de l'article 288, à l'article 289, au titre qui précède l'article 298 et au premier alinéa dudit article, à l'article 299, au point 7 de l'article 314, au titre qui précède l'article 322 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 323, au titre qui précède l'article 324 et au premier alinéa dudit article sont, selon le cas, remplacés par les mots « exonérations », « exonéré », « exonérées » ou « exonérés ».

ARTICLE 33.- Le terme « SYSCOA » utilisé au b. du 5 de l'article 11.5 et au dernier alinéa de l'article 250 du code susvisé est remplacé par le terme « SYSCOHADA ».

ARTICLE 34.- Au point 7 de l'article 271 du code susvisé, le mot « aveugles » est remplacé par le mot « non-voyants ».

ARTICLE 35.- Au premier alinéa des articles 275, 283, 296, 308, 309, 310, 319, aux points 1, 2 et 3 de l'article 285, aux articles 309, 314, 319 et au point 1^o de l'article 466, le terme « collectivités locales » est remplacé par « collectivités territoriales », celui de « commune ou communauté rurale » à l'article 308 est remplacé par « commune », et celui de « taxe » au dernier alinéa de l'article 292 du code susvisé, est remplacé par « contribution ».

ARTICLE 36.- L'intitulé de la Sous-section 4 de la Section VI du Chapitre I du Livre II du code susvisé « Déductions » est remplacé par « *Régularisation, Remboursement ou Imputation en matière de TVA* ».

ARTICLE 37.- Au premier alinéa de l'article 474 du code susvisé le terme « tribunal régional » est remplacé par « Tribunal de grande Instance ».

ARTICLE 38.- Le premier alinéa de l'article 511 du code susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 511.- Le paiement du droit proportionnel prévu par le V de l'article 472, lorsqu'il excède 5 millions de francs, peut sur la demande de la société débitrice, être acquitté en trois versements égaux. Le premier versement est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte. Les autres fractions, majorées de l'intérêt au taux légal, sont exigibles d'année en année et doivent être payées dans les trente jours qui suivent chaque échéance annuelle. »

ARTICLE 39- Les dispositions de l'article 666 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 666. Les amendes prévues à la présente section sont constatées par procès-verbal, dans les conditions fixées aux articles 613 et 614. »

ARTICLE 40. – Le c) du III de l'article 667 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article. 667.-

III.

c) Le défaut de réponse ou la réponse partielle à la mise en demeure prévue au 3 de l'article 638 et au point 2 de l'article 639 entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'administration après mis en demeure »

ARTICLE 41.- Les dispositions du dernier alinéa de l'article 144 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 144.-

Tout assujetti est tenu, dans son établissement, de présenter cette formule, lorsqu'il est requis par les maires, préfets, sous-préfets et fonctionnaires dûment commissionnés des impôts, du Trésor ou de la Douane. »

ARTICLE 42.- Les dispositions du dernier alinéa du point 1 de l'article 174 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 174.

1.-

Toutefois, le montant de l'impôt ne peut excéder 43 % du revenu imposable. »

ARTICLE 43.- Les dispositions du premier alinéa de l'article 258 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 258.-*

Les contribuables qui, directement ou indirectement, versent à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt sur le revenu à raison du montant global de ces sommes. La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. »

ARTICLE 44.- Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 272 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 272.-*

L'impôt est dû pour l'année entière au lieu de la résidence habituelle du contribuable, en raison des faits existant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Lorsque par suite de changement de résidence, un contribuable se trouve imposé dans deux localités, il ne doit l'impôt que dans la localité où il se trouvait au 1^{er} janvier. Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627 . »

ARTICLE 45.- Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 281 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 281.-*

Les régularisations faites par l'employeur sont assurées lors du dernier versement effectué au titre de l'année considérée, en tenant compte du salaire de l'employé, y compris les avantages en nature payés au cours de ladite année.

Les régularisations effectuées par l'administration sont assurées au moyen de titres de perception, en tenant compte du revenu brut du contribuable disposant de revenus salariaux, y compris les avantages en nature ; les impositions sont établies au nom dudit contribuable.

Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application du tarif, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627 . »

ARTICLE 46.- Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 309 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 309.-*

La commission est présidée par un représentant élu de la collectivité territoriale et comprend de cinq à huit commissaires suivant la taille de la collectivité. Les commissaires sont désignés par le Chef du service des impôts territorialement compétent, à partir d'une liste de noms établie par le président élu de la collectivité. La liste comporte le double du nombre des personnes prévues pour siéger à la commission. Les personnes dont les noms figureront sur la liste seront choisies parmi les responsables de quartier ou de village de la collectivité territoriale. »

ARTICLE 47.- Les dispositions du point 13 de l'article 468 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 468.-

13. Pour les adjudications de biens immeubles, le droit est liquidé sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celle-ci est supérieure au prix d'adjudication, augmenté des charges en capital.

En ce qui concerne les ventes aux enchères publiques de meubles, le droit est perçu sur le montant total des recettes indiquées dans le procès-verbal des séances. »

ARTICLE 48. - Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 635 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 635.-

Lorsqu'ils ne sont pas soumis à des règles et plans comptables spécifiques, les contribuables doivent tenir des documents et une comptabilité conforme aux règles et plans comptables définis par l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière. »

ARTICLE 49. - Les dispositions du point 2 de l'article 31 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 31.-

2. Les entreprises et organismes relevant du cadre comptable dénommé SYSCOHADA doivent joindre les documents comptables visés par l'article 8 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière, sous les réserves prévues aux articles 11 et 13 dudit Acte uniforme, à savoir :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- les notes annexes. »

ARTICLE 50.- Le titre de l'article 77 du code susvisé est modifié comme suit :

« *Article 77.- Renonciation à l'option* »

ARTICLE 51. - Les dispositions du point 15 de l'article 167 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 167.-*

15. - les cotisations relatives à l'assurance maladie dans la mesure où elles n'excèdent pas 10% du revenu brut salarial. »

ARTICLE 52. Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 173 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 173.-*

3. Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable, arrondi au millier de franc inférieur, est soumis au barème progressif suivant :

Tranche	Taux
0-630 000	0%
630 001 – 1 500 000	20%
1 500 001 – 4 000 000	30%
4 000 001 – 8 000 000	35%
8 000 001 – 13 500 000	37%
13 500 001 - 50 000 000	40%
+ 50 000 000	43%

Par dérogation aux dispositions du 1, en ce qui concerne les revenus de capitaux mobiliers, il est fait application d'une retenue à la source aux taux suivants :

-25% pour les plus-values prévues au c) du 1) de l'article 156 et au 2 de l'article 259 du CGI lorsque les profits sont réalisés par l'intermédiaire d'une société ou d'un organisme de gestion des capitaux mobiliers domicilié au Sénégal.

Dans tous les autres cas, les plus-values ou les profits résultant des cessions valeurs mobilières réalisés ou taxables au Sénégal doivent être déclarés par le bénéficiaire dans les conditions prévues au 6° de l'article 31 du présent code.

- 10 %, pour les produits des actions, parts sociales et parts d'intérêts des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ;

- 13 %, pour les revenus d'obligations ;

Toutefois, pour les revenus des obligations, à échéance d'au moins cinq ans, émises au Sénégal, le taux est porté à 6 %.

- 15 %, pour les lots ;

- 16 %, pour les autres revenus de capitaux mobiliers, notamment les jetons de présence et autres rémunérations d'administrateurs ainsi que les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Ce taux est ramené à 8 % pour les intérêts, arrrages et autres produits des comptes de dépôts et des comptes courants visés à l'article 101 ouverts dans les comptes d'une banque, d'un établissement de banque, des systèmes financiers décentralisés, de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un agent de change, d'un courtier en valeurs mobilières, d'une société holding satisfaisant aux conditions de l'article 23 et des comptables du trésor, quelle que soit la date de l'ouverture des comptes.

Pour les intérêts des bons de caisse, nominatifs ou au porteur, la retenue à la source est fixée à 20 %, libératoire de tous impôts. »

ARTICLE 53.- Les dispositions du point 2 de l'article 223 Code susvisé sont modifiées comme suit comme suit :

« Article 223.-

2. dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année, pour les produits échus au cours de l'année précédente en ce qui concerne les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance. Il en est de même des revenus d'obligation dont le montant n'est pas fixé à l'avance ; »

ARTICLE 54.- Les dispositions des points 1, 4 et 6 de l'article 284 du Code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 284.-

1. les terrains non cultivés employés à un usage professionnel lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ;

4. les installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions ;

6. les terrains cultivés ou non, utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle, par des panneaux réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ; »

ARTICLE 55.- Les dispositions des points 11 de l'article 285 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 285.-

11. les terrains, locaux et installations à usage professionnel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumises à la contribution économique locale sur ces biens. »

ARTICLE 56.- Les dispositions du point 1 de l'article 286 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 286.-

Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales, d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures sont, pendant toute la durée de validité desdits titres de recherche ou autorisations et de leurs renouvellements, dans le cadre strict de leurs opérations de recherche, exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties. L'exonération ne s'applique pas aux immeubles à usage d'habitation. »

ARTICLE 57.- Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 298 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 298.-

Sont exonérés de la contribution :

1. les terrains appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales qui, bien que non affectés à un service public, ne sont pas productifs de revenus, les pépinières et jardins créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole, dans le but de sélection et d'amélioration des plants ;

2. les terrains affectés à un usage commercial ou industriel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumise à la contribution économique locale sur ces biens. »

ARTICLE 58.- Les dispositions du point 3 de l'article 306 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 306.-

3. Les terrains exonérés de la contribution foncière des propriétés non bâties en vertu des dispositions des articles 298 et 299, le sont également en matière de surtaxe des terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis. »

ARTICLE 59.- Les dispositions du point 6 de l'article 314 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 314.-

6. Pour les omissions et inexactitudes ayant pour effet de minorer la valeur locative ou la valeur vénale servant de base pour le calcul de l'impôt foncier, la pénalité est calculée suivant les modalités définies à l'article 671. »

ARTICLE 60.- Les dispositions des points 1 et 8 de l'article 322 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 322.-

Sont exonérés de la contribution économique locale :

1) l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics exerçant des activités à caractère administratif ou professionnel et sans but lucratif. Sont toutefois passibles de la contribution économique locale, les établissements publics et organismes, de l'Etat ou des collectivités territoriales, exerçant une activité à caractère industriel ou commercial ou poursuivant un but lucratif ;

8) les établissements scolaires privés d'enseignement général, technique et professionnel légalement constitués. »

ARTICLE 61.- Les dispositions du point 1 de l'article 323 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 323.-

1. Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales ou pétrolières sont, pendant toute la durée de validité du titre et de ses renouvellements, exonérées de la contribution économique locale. »

ARTICLE 62.- Les dispositions du point 2 de l'article 335 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 335.-

2. Les entreprises régies par la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés sont exonérées de la contribution sur la valeur ajoutée. »

ARTICLE 63.- Les dispositions des items 5) et 26) de l'article 361 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 361.-*

5) Les livraisons d'eau et d'électricité fournies à un foyer dont la consommation n'excède pas la tranche sociale fixée suivant arrêté du ministre en charge des Finances.

26) Jusqu'au 31 décembre 2026, les livraisons et importations de matériels agricoles, les aménagements et les prestations de services agricoles dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre en charge de l'Agriculture. Les personnes bénéficiaires de programmes d'investissement agréés de matériel ou d'aménagements agricoles délivrés postérieurement au 1er janvier 2013 et ayant donné lieu à une suspension de taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, de droit, de l'exonération prévue par la présente loi.»

ARTICLE 64.- Le titre de l'article 376 du présent code est modifié ainsi qu'il suit :

« *Article 376. –*

Justificatifs des biens ou services ouvrant droit à déduction »

ARTICLE 65.- Les dispositions de l'article 400 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 400.

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les activités financières (TAF).

La taxe s'applique à toutes les rémunérations perçues sur les opérations financières réalisées au Sénégal par un assujetti, notamment les commissions, intérêts agios et autres rémunérations perçus sur les crédits, prêts, avances, engagements par signature, tenue de comptes bancaires ou équivalent, transferts d'argent, intermédiation financière ou opération de change, à l'exclusion du mandat postal. »

ARTICLE 66.- Les dispositions de l'article 401 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 401.

Sont assujettis à la taxe :

1- les banques et établissements financiers agréés au Sénégal, sur les rémunérations de toute opération relevant de l'article 400 ;

- 2- les personnes physiques ou morales réalisant de l'intermédiation financière, sur les rémunérations d'opérations d'intermédiation financière;
- 3- les personnes physiques ou morales réalisant des opérations de transfert d'argent, sur les rémunérations d'opérations de transfert d'argent ;
- 4- les opérateurs de change, sur les rémunérations d'opérations de change. »

ARTICLE 67.- Les dispositions du point 11 de l'article 402 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 402.-*

11. les intérêts et commissions perçus sur les opérations de financement agricole réalisées par la Banque agricole du Sénégal. »

ARTICLE 68.- Les dispositions du a) de l'article 413 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 413.-*

b) 50% pour les alcools et liquides alcoolisés.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- 2.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool pur et inférieur ou égal à 15° ;
- 6.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus. »

ARTICLE 69.- Les dispositions du point 2 de l'article 556 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 556.-*

4. La taxe est due aux taux de :

- a) 15% sur les cessions de terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis ;
- b) 10% dans tous les autres cas. »

ARTICLE 70. - Les dispositions du c) de l'article 589.I du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 589.I.-*

c) de six mois supplémentaires, en cas de découverte, au cours des délais initiaux de douze (12) ou quatre (04) mois, d'une activité occulte ou non déclarée par le contribuable vérifié. »

ARTICLE 71.- Les dispositions de l'article 270 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 270.-

L'impôt du minimum fiscal est perçu au profit des collectivités territoriales. Il est dû par toute personne résidant au Sénégal, âgée d'au moins dix-huit ans, relevant de l'une des catégories ci-dessus :

Catégorie exceptionnelle

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 500.000.000 de francs ;
- Propriétaires dont la valeur locative est égale ou supérieure à 12.000.000 de francs.

Première catégorie

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 500.000.000 et supérieur à 250.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 2.000.000 de francs et inférieure à 12.000.000 de francs ;

Deuxième catégorie

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 250.000.000 et supérieur à 50.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 1.000.000 de francs et inférieure à 2.000.000 de francs ;

Troisième catégorie

- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 600.000 francs et inférieure à 1.000.000 de francs.

Quatrième catégorie

- Toutes personnes visées au 1er alinéa du présent article, résidant dans les communes et ne figurant pas dans une des catégories précédentes. »

ARTICLE 72.- Les dispositions de l'article 276 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 276.-

Les retenues sont effectuées au nom du salarié. Ce dernier est imposable au taux prévu pour sa catégorie, pour lui-même et son conjoint ne disposant pas de revenus. Les salariés quel que soit leur âge sont personnellement imposables. »

ARTICLE 73.- Les dispositions de l'article 287 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 287.-

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de construction ne sont soumises à la contribution foncière qu'à compter de la sixième année suivant celle de leur achèvement.

Cette exonération temporaire ne s'applique pas aux constructions et bâtiments à usage industriel ou commercial, qui sont imposables à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

Pour les constructions et bâtiments à usage mixte l'exonération visée au premier alinéa est limitée aux parties à usage d'habitation.

En cas de changement d'affectation d'un immeuble temporairement exonéré, l'exonération devient caduque à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation pour la période restante. Le propriétaire est tenu d'informer le service des Impôts du lieu de situation du bien dans le mois suivant ce changement. »

ARTICLE 74.- Les dispositions de l'article 303 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 303.-

Indépendamment de la contribution foncière telle qu'elle est réglée par les articles précédents, il est établi dans les communes de la région de Dakar et dans les communes chefs-lieux de départements, une surtaxe sur les terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis perçue au profit des collectivités territoriales. »

ARTICLE 75.- Les dispositions de l'article 316 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 316.-

Les rôles sont nominatifs. Les omissions et insuffisances de taxation, peuvent être réparées par voie de rôle supplémentaire dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

ARTICLE 76.- Les dispositions de l'article 325 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 325.-

Tout redevable de la contribution économique locale est tenu, dans son établissement, de présenter sa formule de contribution économique locale, lorsqu'il en est requis par

les maires, les préfets, sous-préfets ou les fonctionnaires dûment commissionnés des Impôts ou du Trésor. »

ARTICLE 77.- Les dispositions de l'article 333 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 333.-*

Pour l'établissement de la contribution sur la valeur locative des locaux professionnels, le redevable de la contribution économique locale dépose, au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition, une déclaration sur un formulaire mis à sa disposition par l'administration. »

ARTICLE 78.- Les dispositions de l'article 431 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 431.-*

- 15 % pour les beurres, crèmes de lait et les succédanés ou mélanges contenant du beurre ou de la crème, quelles que soient les proportions du mélange ;

- 10 % pour les charcuteries et les autres corps gras.

ARTICLE 79.- Les dispositions de l'article 444 bis du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 444 bis. -*

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les sachets, conditionnements et emballages, non récupérables, en plastique.

La taxe est perçue sur les sachets, sacs, pochettes, et cornets en plastique ou matières assimilées, produits ou importés au Sénégal avec ou sans contenu.

Elle s'applique également aux bouteilles et autres conditionnements ou emballages, non récupérables, en plastique ou en matière assimilées, avec ou sans contenu, produits ou importés au Sénégal.

Les préformes et films produits ou importés au Sénégal sont exonérées du paiement de ladite taxe. »

ARTICLE 80.- Les dispositions de l'article 444 ter du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 444 ter. -*

Par dérogation aux dispositions de l'article 408 du présent code, la taxe est liquidée de la manière suivante :

- 1) pour les emballages avec contenus :
- a) produits au Sénégal :

- 0,5% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,3% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

b) importés :

- 0,6% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,8% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

2) pour les emballages sans contenus :

a) produits au Sénégal :

- 1,5% du prix de cession

b) importés :

- 2,5% de la valeur en douane. »

ARTICLE 81 : Champ d'application et taux

Il est institué une redevance de 1% sur la valeur marchande du phosphate brut extrait ou produit au Sénégal déterminée en référence à l'indice de prix de la roche de phosphate.

ARTICLE 82 : Assujettis

Est assujettie à la redevance sur le phosphate brut toute personne qui extrait ou produit du phosphate brut au Sénégal.

ARTICLE 83 : Recouvrement

La redevance est recouvrée comme en matière de redevance minière.

ARTICLE 84 : Modalités d'application

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé des Mines détermine l'indice des prix de référence et les modalités de perception et de contrôle de la redevance sur le phosphate brut.

ANNEXES

ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE

Nature de recettes	LFI 2022	LFR1 2022	Variation	%
711 - Impôts sur revenus, bénéfiques et gains en capital	310,5	295,5	-15,0	-4,83%
712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	571,3	571,3	-	-
713 - Impôts sur le patrimoine	42,0	42,0	-	-
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	923,8	908,8	-15,0	-1,62%
715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	1 479,2	1 521,3	42,1	2,85%
716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	100,7	100,7	-	-
717 - Droits et taxes à l'importation	428,7	428,7	-	-
719 - Autres recettes fiscales	92,6	92,6	-	-
TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	2 101,2	2 143,3	42,1	2,00%
RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))	3 025,0	3 052,1	27,1	0,90%
721 - Revenus de l'entreprise et du domaine	68,0	108,0	40,0	58,82%
729 - Autres recettes non fiscales	8,0	8,0	-	-
773 - Dividendes	48,0	48,0	-	-
775 - Commissions à caractères financiers	16,0	16,0	-	-
PRODUITS FINANCIERS (77)	64,0	64,0	-	-
RECETTES NON FISCALES (R_72)	140,0	180,0	40,0	28,57%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72)	3 165,0	3 232,1	67,1	2,12%
DONS ET LEGS (74)	296,0	266,0	-30,0	-10,14%
RECETTES EXCEPTIONNELLES (75)	-	-	-	-
Dons Projets / Dons en Capital	250,0	220,0	-30,0	-12,00%
Dons Programmes et Legs (R_749) / Dons budgétaires	46,0	46,0	0,0	0,00%
RESSOURCES EXTERIEURES (74)	296,0	266,0	-30,0	-10,14%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+77)	3 461,0	3 498,1	37,1	1,07%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	149,72	149,72	0,00	0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 610,7	3 647,8	37,1	1%

ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL											
PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022											
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE											
Un Peuple-Un But-Une Foi											
Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)									
		Dépenses ordinaires	1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0	0	0
			2 Dépenses de personnel	952 000 000 000	952 000 000 000	1 037 000 000 000	1 037 000 000 000	85 000 000 000	8,9	85 000 000 000	8,9
			3 Acquisition de biens et services	359 647 641 916	359 647 641 916	366 046 528 942	366 046 528 942	6 398 887 026	1,8	6 398 887 026	1,8
			4 Transferts courants	811 061 241 259	811 061 241 259	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	235 295 229 799	29,0	235 295 229 799	29,0
		TOTAL	2 472 708 883 175	2 472 708 883 175	2 799 403 000 000	2 799 403 000 000	326 694 116 825	13,2	326 694 116 825	13,2	
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	580 846 579 034	251 331 666 500	689 266 727 826	253 009 572 474	108 420 148 792	18,7	1 677 905 974	0,7
			6 Transferts en capital	710 633 609 614	690 959 450 325	1 116 876 983 173	765 781 544 351	406 243 373 559	57,2	74 822 094 026	10,8
		TOTAL	1 291 480 188 648	942 291 116 825	1 806 143 710 999	1 018 791 116 825	514 663 522 351	39,9	76 500 000 000	8,1	
		TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)		3 764 189 071 823	3 415 000 000 000	4 605 546 710 999	3 818 194 116 825	841 357 639 176	22,4	403 194 116 825	11,8
	Total Ressources internes		3 764 189 071 823	3 415 000 000 000	4 605 546 710 999	3 818 194 116 825	841 357 639 176	22,4	403 194 116 825	11,8	
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	591 626 545 970	249 484 697 650	604 490 688 970	219 229 700 650	12 864 143 000	2,2	-30 254 997 000	-12,1
			6 Transferts en capital	515 302 350	515 302 350	770 299 350	770 299 350	254 997 000	49,5	254 997 000	49,5
		TOTAL	592 141 848 320	250 000 000 000	605 260 988 320	220 000 000 000	13 119 140 000	2,2	-30 000 000 000	-12	
		TOTAL DON OU SUBVENTION		592 141 848 320	250 000 000 000	605 260 988 320	220 000 000 000	13 119 140 000	2,2	-30 000 000 000	-12
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 187 642 319 760	544 549 404 938	2 275 524 501 205	475 433 750 000	87 882 181 445	4,0	-69 115 654 938	-12,7
			6 Transferts en capital	35 450 595 062	35 450 595 062	39 566 250 000	39 566 250 000	4 115 654 938	11,6	4 115 654 938	11,6
		TOTAL	2 223 092 914 822	580 000 000 000	2 315 090 751 205	515 000 000 000	91 997 836 383	4,1	-65 000 000 000	-11,2	
		TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)		2 223 092 914 822	580 000 000 000	2 315 090 751 205	515 000 000 000	91 997 836 383	4,1	-65 000 000 000	-11,2
	Total Ressources extérieures		2 815 234 763 142	830 000 000 000	2 920 351 739 525	735 000 000 000	105 116 976 383	3,7	-95 000 000 000	-11,4	
	Total Budget Budget général			6 579 423 834 965	4 245 000 000 000	7 525 898 450 524	4 553 194 116 825	946 474 615 559	14,4	308 194 116 825	7,3

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)									
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000	613 800 000	613 800 000	-4 000 000	-0,6	-4 000 000	-0,6
			3 Acquisition de biens et services	847 700 000	847 700 000	851 700 000	851 700 000	4 000 000	0,5	4 000 000	0,5
			4 Transferts courants	125 705 000 000	125 705 000 000	125 705 000 000	125 705 000 000	0	0	0	0
			TOTAL	127 170 500 000	127 170 500 000	127 170 500 000	127 170 500 000	0	0	0	0
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	0	0	0	0
			TOTAL	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	0	0	0	0
			TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	0	0	0	0
			Total Ressources internes	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	0	0	0	0
			Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL	6 729 138 834 965	4 394 715 000 000	7 675 613 450 524	4 702 909 116 825	946 474 615 559	14,1	308 194 116 825	7,0		

ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

République du Sénégal		PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022									
Un Peuple-Un But-Une Foi		TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE									
Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 0001	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0	0	0	
	Total Section 10		350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0	0	0	
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	11 561 025 249	11 561 025 249	11 695 118 039	11 695 118 039	134 092 790	1,2	134 092 790	1,2	
		3 Acquisition de biens et services	7 380 025 944	7 380 025 944	7 685 872 799	7 685 872 799	305 846 855	4,1	305 846 855	4,1	
		4 Transferts courants	36 974 414 567	36 974 414 567	45 987 387 870	45 987 387 870	9 012 973 303	24,4	9 012 973 303	24,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 581 166 714	614 077 501	1 581 166 714	614 077 501	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	15 202 006 287	15 202 006 287	14 702 006 287	14 702 006 287	-500 000 000	-3,3	-500 000 000	-3,3	
		Total Prog. 0002		72 698 638 761	72 698 638 761	81 651 551 709	80 684 462 496	8 952 912 948	12,3	8 952 912 948	12,3
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	98 800 000	98 800 000	-4 000 000	-3,9	-4 000 000	-3,9	
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	378 200 000	378 200 000	4 000 000	1,1	4 000 000	1,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0	0	0	
	Total Section 21		73 198 638 761	72 231 549 548	82 151 551 709	81 184 462 496	8 952 912 948	12,2	8 952 912 948	12,4	
22 Assemblée Nationale	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	17 215 015 137	17 215 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	50 000 000	0,3	50 000 000	0,3	
		Total Prog. 0003		17 215 015 137	17 215 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	50 000 000	0,3	50 000 000	0,3
	Total Section 22		17 215 015 137	17 215 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	50 000 000	0,3	50 000 000	0,3	
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	
		Total Prog. 0005		7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0
	Total Section 24		7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	633 583 600	633 583 600	633 583 600	633 583 600	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 0006		1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	0	0	0	0
	Total Section 25		1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	0	0	0	0	

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 052 252 000	1 052 252 000	1 052 252 000	1 052 252 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 454 530 000	1 454 530 000	54 530 000	3,9	54 530 000	3,9
		Total Prog. 0007	2 452 252 000	2 452 252 000	2 506 782 000	2 506 782 000	54 530 000	2,2	54 530 000	2,2
	Total Section 27	2 452 252 000	2 452 252 000	2 506 782 000	2 506 782 000	54 530 000	2,2	54 530 000	2,2	
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	2 421 057 000	2 421 057 000	2 434 204 530	2 434 204 530	13 147 530	0,5	13 147 530	0,5
		4 Transferts courants	5 148 453 695	5 148 453 695	5 981 253 695	5 981 253 695	832 800 000	16,2	832 800 000	16,2
		6 Transferts en capital	1 025 555 441	1 025 555 441	1 025 555 441	1 025 555 441	0	0	0	0
	Total Prog. 0008	8 595 066 136	8 595 066 136	9 441 013 666	9 441 013 666	845 947 530	9,8	845 947 530	9,8	
Total Section 28	8 595 066 136	8 595 066 136	9 441 013 666	9 441 013 666	845 947 530	9,8	845 947 530	9,8		
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	4 Transferts courants	6 300 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	2 250 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 0013	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	0	0	0	0
Total Section 29	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	0	0	0	0		
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	2 Dépenses de personnel	3 887 956 000	3 887 956 000	3 887 956 000	3 887 956 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	0	0	0	0
		4 Transferts courants	6 862 924 496	6 862 924 496	6 912 924 496	6 912 924 496	50 000 000	0,7	50 000 000	0,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 665 251 224	5 665 251 224	5 665 251 224	5 665 251 224	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	6 442 526 567	6 442 526 567	16 414 539 867	10 441 943 500	9 972 013 300	154,8	3 999 416 933	62,1
		Total Prog. 0009	27 029 796 583	27 029 796 583	37 051 809 883	31 079 213 516	10 022 013 300	37,1	4 049 416 933	15,0
Total Section 30	27 029 796 583	27 029 796 583	37 051 809 883	31 079 213 516	10 022 013 300	37,1	4 049 416 933	15,0		
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 079 139 180	1 079 139 180	1 267 427 230	1 267 427 230	188 288 050	17,4	188 288 050	17,4
		3 Acquisition de biens et services	10 871 099 078	10 871 099 078	10 871 099 078	10 871 099 078	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 273 814 000	1 273 814 000	2 473 814 000	2 473 814 000	1 200 000 000	94,2	1 200 000 000	94,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	143 441 925	143 441 925	143 441 925	143 441 925	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1001	13 667 494 183	13 667 494 183	15 055 782 233	15 055 782 233	1 388 288 050	10,2	1 388 288 050	10,2
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	23 931 232 761	23 931 232 761	23 931 232 761	23 931 232 761	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 524 873 937	22 524 873 937	23 823 473 937	23 823 473 937	1 298 600 000	5,8	1 298 600 000	5,8
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 119 233 352	2 119 233 352	3 019 233 352	3 019 233 352	900 000 000	42,5	900 000 000	42,5
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	0	0	-600 000 000	-100	-600 000 000	-100
		Total Prog. 2001	51 651 890 000	51 651 890 000	53 250 490 000	53 250 490 000	1 598 600 000	3,1	1 598 600 000	3,1
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	100 566 000	100 566 000	100 566 000	100 566 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	62 346 142	62 346 142	0	0	0	0
		Total Prog. 2002	162 912 142	162 912 142	162 912 142	162 912 142	0	0	0	0
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	230 484 000	230 484 000	230 484 000	230 484 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	170 933 792	170 933 792	170 933 792	170 933 792	0	0	0	0
		4 Transferts courants	745 565 800	745 565 800	645 565 800	645 565 800	-100 000 000	-13,4	-100 000 000	-13,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2003	2 236 983 592	2 236 983 592	2 136 983 592	2 136 983 592	-100 000 000	-4,5	-100 000 000	-4,5
	Total Section 31		67 719 279 917	67 719 279 917	70 606 167 967	70 606 167 967	2 886 888 050	4,3	2 886 888 050	4,3
	32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 290 910 948	2 290 910 948	2 303 808 478	2 303 808 478	12 897 530	0,6	12 897 530
3 Acquisition de biens et services			3 093 488 677	3 093 488 677	4 243 488 677	4 243 488 677	1 150 000 000	37,2	1 150 000 000	37,2
4 Transferts courants			3 500 000 000	3 500 000 000	6 450 000 000	6 450 000 000	2 950 000 000	84,3	2 950 000 000	84,3



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%					
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 300 000 000	1 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	100 000 000	7,7	100 000 000	7,7	
		6 Transferts en capital	10 084 000 000	10 084 000 000	11 734 000 000	11 734 000 000	1 650 000 000	16,4	1 650 000 000	16,4	
		Total Prog. 1002	20 268 399 625	20 268 399 625	26 131 297 155	26 131 297 155	5 862 897 530	28,9	5 862 897 530	28,9	
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	76 299 618 115	76 299 618 115	87 275 818 115	87 275 818 115	10 976 200 000	14,4	10 976 200 000	14,4	
		3 Acquisition de biens et services	35 479 344 985	35 479 344 985	36 141 727 858	36 141 727 858	662 382 873	1,9	662 382 873	1,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	54 539 148 425	44 486 311 514	98 502 950 969	33 879 660 140	43 963 802 544	80,6	-10 606 651 374	-23,8	
		6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2005	176 318 111 525	176 318 111 525	231 920 496 942	167 297 206 113	55 602 385 417	31,5	1 031 931 499	0,6	
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	47 265 268 572	47 265 268 572	47 265 268 572	47 265 268 572	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	17 800 422 288	17 800 422 288	18 462 765 980	18 462 765 980	662 343 692	3,7	662 343 692	3,7	
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 614 975 000	6 114 975 000	11 114 975 000	5 614 975 000	-500 000 000	-4,3	-500 000 000	-8,2	
		6 Transferts en capital	4 648 621 000	4 648 621 000	100 412 425 618	5 348 621 000	95 763 804 618	2060,0	700 000 000	15,1	
	Total Prog. 2008	81 389 286 860	81 389 286 860	177 315 435 170	76 751 630 552	95 926 148 310	117,9	862 343 692	1,1		
	3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3002	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
	Total Section 32		278 125 798 010	262 572 961 099	435 517 229 267	270 330 133 820	157 391 431 257	56,6	7 757 172 721	3,0	
	33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 040 627 296	1 040 627 296	1 325 820 886	1 325 820 886	285 193 590	27,4	285 193 590	27,4
			3 Acquisition de biens et services	1 564 843 809	1 564 843 809	1 825 052 409	1 825 052 409	260 208 600	16,6	260 208 600	16,6
5 Investissements exécutés par l'Etat			3 244 400 000	2 067 502 447	3 594 400 000	2 417 502 447	350 000 000	10,8	350 000 000	16,9	
Total Prog. 1003			5 849 871 105	5 849 871 105	6 745 273 295	5 568 375 742	895 402 190	15,3	895 402 190	15,3	
2009 Sécurité publique		2 Dépenses de personnel	40 131 715 392	40 131 715 392	46 610 195 392	46 610 195 392	6 478 480 000	16,1	6 478 480 000	16,1	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			Source de financement		Catégories de dépense		AE		CP	
			Budget Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		VAL ABS	%
			AE	CP	AE	CP				
33 Ministère de l'Intérieur	2009 Sécurité publique	3 Acquisition de biens et services	7 562 662 688	7 562 662 688	8 247 952 688	8 247 952 688	685 290 000	9,1	685 290 000	9,1
		4 Transferts courants	15 551 806 500	15 551 806 500	18 174 172 808	18 174 172 808	2 622 366 308	16,9	2 622 366 308	16,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 574 341 655	3 574 341 655	42 708 657 972	6 309 861 255	39 134 316 317	1094,9	2 735 519 600	76,5
		6 Transferts en capital	8 350 000 000	8 350 000 000	7 005 418 698	7 005 418 698	-1 344 581 302	-16,1	-1 344 581 302	-16,1
		Total Prog. 2009	75 170 526 235	75 170 526 235	122 746 397 558	86 347 600 841	47 575 871 323	63,3	11 177 074 606	14,9
	2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	21 830 254 708	21 830 254 708	21 830 254 708	21 830 254 708	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 518 174 414	3 518 174 414	3 690 474 109	3 690 474 109	172 299 695	4,9	172 299 695	4,9
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 761 000 000	1 761 000 000	99 627 534 210	2 628 494 544	97 866 534 210	5557,4	867 494 544	49,3
		6 Transferts en capital	0	0	974 000 000	974 000 000	974 000 000	0	974 000 000	0
	Total Prog. 2010	28 929 429 122	28 929 429 122	127 942 263 027	30 943 223 361	99 012 833 905	342,3	2 013 794 239	7,0	
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	5 575 246 856	5 575 246 856	5 575 246 856	5 575 246 856	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 534 087 407	2 534 087 407	2 761 734 407	2 761 734 407	227 647 000	9,0	227 647 000	9,0
		4 Transferts courants	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 268 952 300	518 952 300	12 268 952 300	518 952 300	0	0	0	0
		Total Prog. 2011	29 436 486 563	29 436 486 563	29 664 133 563	17 914 133 563	227 647 000	0,8	227 647 000	0,8
	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	169 927 000	169 927 000	169 927 000	169 927 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	9 197 332 000	9 197 332 000	11 707 685 000	11 707 685 000	2 510 353 000	27,3	2 510 353 000	27,3
		4 Transferts courants	3 394 000 000	3 394 000 000	3 394 000 000	3 394 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	80 322 000	80 322 000	80 322 000	80 322 000	0	0	0	0
6 Transferts en capital		10 000 000 000	10 000 000 000	6 182 300 000	6 182 300 000	-3 817 700 000	-38,2	-3 817 700 000	-38,2	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		AE		CP	
			Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	Total Prog. 2012	22 841 581 000	22 841 581 000	21 534 234 000	21 534 234 000	-1 307 347 000	-5,7	-1 307 347 000	-5,7
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
Total Section 33			162 427 894 025	149 500 996 472	308 832 301 443	162 507 567 507	146 404 407 418	90,1	13 006 571 035	8,7
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 477 084 316	1 477 084 316	1 565 457 146	1 565 457 146	88 372 830	6,0	88 372 830	6,0
		3 Acquisition de biens et services	934 377 592	934 377 592	1 134 377 592	1 134 377 592	200 000 000	21,4	200 000 000	21,4
		4 Transferts courants	3 767 000 000	3 767 000 000	5 457 000 000	5 457 000 000	1 690 000 000	44,9	1 690 000 000	44,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 120 613 677	1 120 613 677	1 120 613 677	1 120 613 677	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	26 700 000 000	26 700 000 000	1 700 000 000	6,8	1 700 000 000	6,8
		Total Prog. 1004	32 299 075 585	32 299 075 585	35 977 448 415	35 977 448 415	3 678 372 830	11,4	3 678 372 830	11,4
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	12 817 482 640	12 817 482 640	12 817 482 640	12 817 482 640	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 290 251 901	2 290 251 901	3 500 751 901	3 500 751 901	1 210 500 000	52,9	1 210 500 000	52,9
		4 Transferts courants	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	58 999 816	58 999 816	58 999 816	58 999 816	0	0	0	0
	Total Prog. 2014	16 226 734 357	16 226 734 357	17 437 234 357	17 437 234 357	1 210 500 000	7,5	1 210 500 000	7,5	
	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 317 991 900	1 317 991 900	1 317 991 900	1 317 991 900	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 454 738 134	1 454 738 134	1 454 738 134	1 454 738 134	0	0	0	0
Total Prog. 2015		2 772 730 034	2 772 730 034	2 772 730 034	2 772 730 034	0	0	0	0	
2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	8 885 595 820	8 885 595 820	8 885 595 820	8 885 595 820	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	5 630 695 995	5 630 695 995	5 860 695 995	5 860 695 995	230 000 000	4,1	230 000 000	4,1	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2016 Administration pénitentiaire	4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	-100 000 000	-20	-100 000 000	-20
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 300 000 000	4 300 000 000	6 145 000 000	6 145 000 000	1 845 000 000	42,9	1 845 000 000	42,9
		Total Prog. 2016	19 316 291 815	19 316 291 815	21 291 291 815	21 291 291 815	1 975 000 000	10,2	1 975 000 000	10,2
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	216 979 000	216 979 000	216 979 000	216 979 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	665 913 407	665 913 407	665 913 407	665 913 407	0	0	0	0
		4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	186 825 531	186 825 531	186 825 531	186 825 531	0	0	0	0
		Total Prog. 2100	1 224 717 938	1 224 717 938	1 224 717 938	1 224 717 938	0	0	0	0
	Total Section 34		71 839 549 729	71 839 549 729	78 703 422 559	78 703 422 559	6 863 872 830	9,6	6 863 872 830	9,6
	35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	616 509 500	616 509 500	712 117 310	712 117 310	95 607 810	15,5	95 607 810
3 Acquisition de biens et services			584 596 183	584 596 183	584 596 183	584 596 183	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
Total Prog. 1005			1 701 105 683	1 701 105 683	1 796 713 493	1 796 713 493	95 607 810	5,6	95 607 810	5,6
2017 Fonction publique		2 Dépenses de personnel	858 942 000	858 942 000	858 942 000	858 942 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	662 848 718	662 848 718	662 848 718	662 848 718	0	0	0	0
		4 Transferts courants	595 000 000	595 000 000	645 000 000	645 000 000	50 000 000	8,4	50 000 000	8,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	565 139 600	565 139 600	565 139 600	565 139 600	0	0	0	0
		Total Prog. 2017	2 681 930 318	2 681 930 318	2 731 930 318	2 731 930 318	50 000 000	1,9	50 000 000	1,9
2018 Renouveau du service public		2 Dépenses de personnel	104 500 000	104 500 000	104 500 000	104 500 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	254 070 281	254 070 281	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 073 000 000	1 073 000 000	1 833 096 890	1 073 000 000	760 096 890	70,8	0	0
		Total Prog. 2018	1 431 570 281	1 431 570 281	2 191 667 171	1 431 570 281	760 096 890	53,1	0	0
Total Section 35		5 814 606 282	5 814 606 282	6 720 310 982	5 960 214 092	905 704 700	15,6	145 607 810	2,5	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	374 960 440	374 960 440	441 668 050	441 668 050	66 707 610	17,8	66 707 610	17,8
		3 Acquisition de biens et services	760 662 166	760 662 166	808 262 166	808 262 166	47 600 000	6,3	47 600 000	6,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1006	1 635 622 606	1 635 622 606	1 749 930 216	1 749 930 216	114 307 610	7,0	114 307 610	7,0
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	872 765 440	872 765 440	872 765 440	872 765 440	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 068 441 956	1 068 441 956	1 068 441 956	1 068 441 956	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2019	3 641 207 396	3 641 207 396	3 641 207 396	3 641 207 396	0	0	0	0	
	2107 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	61 614 820	61 614 820	61 614 820	61 614 820	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	142 599 492	142 599 492	0	0	0	0
		4 Transferts courants	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2107	404 214 312	404 214 312	504 214 312	504 214 312	100 000 000	24,7	100 000 000	24,7	
	Total Section 37		5 681 044 314	5 681 044 314	5 895 351 924	5 895 351 924	214 307 610	3,8	214 307 610	3,8
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	271 404 000	271 404 000	291 449 060	291 449 060	20 045 060	7,4	20 045 060	7,4
		3 Acquisition de biens et services	136 480 162	136 480 162	136 480 162	136 480 162	0	0	0	0
		4 Transferts courants	401 454 261	401 454 261	301 454 261	301 454 261	-100 000 000	-24,9	-100 000 000	-24,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	242 000 000	242 000 000	242 000 000	242 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 1008	1 051 338 423	1 051 338 423	971 383 483	971 383 483	-79 954 940	-7,6	-79 954 940	-7,6	
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	902 295 000	902 295 000	902 295 000	902 295 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	455 284 887	455 284 887	455 284 887	455 284 887	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2023 Pêche et Aquaculture	4 Transferts courants	2 134 745 416	2 134 745 416	2 054 745 416	2 054 745 416	-80 000 000	-3,7	-80 000 000	-3,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 213 394 551	9 736 210 687	19 663 394 551	9 186 210 687	-550 000 000	-2,7	-550 000 000	-5,6
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2023	25 705 719 854	25 705 719 854	25 075 719 854	14 598 535 990	-630 000 000	-2,5	-630 000 000	-2,5
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	23 163 000	23 163 000	23 163 000	23 163 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	50 754 226	50 754 226	50 754 226	50 754 226	0	0	0	0
		4 Transferts courants	8 227 939 300	8 227 939 300	7 977 939 300	7 977 939 300	-250 000 000	-3,0	-250 000 000	-3,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	84 824 500 000	17 006 086 550	85 822 813 577	17 004 400 127	998 313 577	1,2	-1 686 423	0
		6 Transferts en capital	450 000 000	450 000 000	808 833 000	808 833 000	358 833 000	79,7	358 833 000	79,7
		Total Prog. 2024	93 576 356 526	93 576 356 526	94 683 503 103	25 865 089 653	1 107 146 577	1,2	107 146 577	0,1
	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	197 500 000	197 500 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	397 500 000	397 500 000	397 500 000	397 500 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3004	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
Total Section 40		121 833 414 803	43 537 817 489	122 230 606 440	42 935 009 126	397 191 637	0,3	-602 808 363	-1,4	
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	427 791 892	427 791 892	448 469 462	448 469 462	20 677 570	4,8	20 677 570	4,8
		3 Acquisition de biens et services	794 826 306	794 826 306	794 826 306	794 826 306	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	512 862 148	512 862 148	512 862 148	512 862 148	0	0	0	0
		Total Prog. 1009	1 735 480 346	1 735 480 346	1 756 157 916	1 756 157 916	20 677 570	1,2	20 677 570	1,2
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	123 904 000	123 904 000	123 904 000	123 904 000	0	0	0	0
3 Acquisition de biens et services		114 772 736	114 772 736	114 772 736	114 772 736	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	140 000 000	140 000 000	-50 000 000	-26,3	-50 000 000	-26,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	713 777 756 181	117 707 187 138	699 386 079 273	88 624 371 599	-14 391 676 908	-2,0	-29 082 815 539	-24,7
		6 Transferts en capital	76 347 507 566	76 347 507 566	89 757 576 126	85 947 507 566	13 410 068 560	17,6	9 600 000 000	12,6
		Total Prog. 2027	790 553 940 483	790 553 940 483	789 522 332 135	174 950 555 901	-1 031 608 348	-0,1	-19 532 815 539	-2,5
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 800 000 000	5 800 000 000	6 920 000 000	6 920 000 000	1 120 000 000	19,3	1 120 000 000	19,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 221 835 323	15 221 835 323	15 221 835 323	15 221 835 323	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	30 600 000 000	28 600 000 000	164 547 850 000	23 600 000 000	133 947 850 000	437,7	-5 000 000 000	-17,5
		Total Prog. 2028	51 636 806 813	51 636 806 813	186 704 656 813	45 756 806 813	135 067 850 000	261,6	-3 880 000 000	-7,5
	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	206 764 000	206 764 000	206 764 000	206 764 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	141 004 263	141 004 263	141 004 263	141 004 263	0	0	0	0
		4 Transferts courants	6 800 000 000	6 800 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000	1 000 000 000	14,7	1 000 000 000	14,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	53 048 240 947	53 048 240 947	53 048 240 947	53 048 240 947	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	2 500 000 000	3 500 000 000	233,3	1 000 000 000	66,7
		Total Prog. 2029	61 696 009 210	61 696 009 210	66 196 009 210	63 696 009 210	4 500 000 000	7,3	2 000 000 000	3,2
	Total Section 41	905 622 236 852	307 551 667 809	1 044 179 156 074	286 159 529 840	138 556 919 222	15,3	-21 392 137 969	-7,0	
	42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 879 000	448 879 000	539 206 770	539 206 770	90 327 770	20,1	90 327 770
3 Acquisition de biens et services			539 281 439	539 281 439	564 496 439	564 496 439	25 215 000	4,7	25 215 000	4,7
4 Transferts courants			1 250 000 000	1 250 000 000	1 173 320 000	1 173 320 000	-76 680 000	-6,1	-76 680 000	-6,1
5 Investissements exécutés par l'Etat			355 000 000	355 000 000	355 000 000	355 000 000	0	0	0	0
6 Transferts en capital			2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	0	0	0	0
Total Prog. 1010			4 793 160 439	4 793 160 439	4 832 023 209	4 832 023 209	38 862 770	0,8	38 862 770	0,8



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	57 606 000	57 606 000	57 606 000	57 606 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	40 848 455	40 848 455	40 848 455	40 848 455	0	0	0	0
		4 Transferts courants	8 579 000 000	8 579 000 000	8 479 000 000	8 479 000 000	-100 000 000	-1,2	-100 000 000	-1,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	237 869 797 539	44 740 176 840	244 086 872 797	45 340 176 840	6 217 075 258	2,6	600 000 000	1,3
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2030	247 547 251 994	247 547 251 994	253 664 327 252	54 917 631 295	6 117 075 258	2,5	500 000 000	0,2
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 289 886 000	1 289 886 000	1 289 886 000	1 289 886 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	683 463 093	683 463 093	683 463 093	683 463 093	0	0	0	0
		4 Transferts courants	10 303 000 000	10 303 000 000	9 603 000 000	9 603 000 000	-700 000 000	-6,8	-700 000 000	-6,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	121 400 133 936	42 170 895 564	124 492 711 769	38 861 717 379	3 092 577 833	2,5	-3 309 178 185	-7,8
		6 Transferts en capital	60 856 262 148	60 856 262 148	60 856 262 148	60 856 262 148	0	0	0	0
		Total Prog. 2031	194 532 745 177	194 532 745 177	196 925 323 010	111 294 328 620	2 392 577 833	1,2	-4 009 178 185	-2,1
	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	260 346 000	260 346 000	260 346 000	260 346 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	136 092 787	136 092 787	181 092 787	181 092 787	45 000 000	33,1	45 000 000	33,1
		4 Transferts courants	8 224 643 200	8 224 643 200	7 924 643 200	7 924 643 200	-300 000 000	-3,6	-300 000 000	-3,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	104 000 000	104 000 000	104 000 000	0	104 000 000	0
		Total Prog. 2033	8 621 081 987	8 621 081 987	8 470 081 987	8 470 081 987	-151 000 000	-1,8	-151 000 000	-1,8
	Total Section 42	455 494 239 597	183 135 380 526	463 891 755 458	179 514 065 111	8 397 515 861	1,8	-3 621 315 415	-2,0	
	43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 566 930 187	3 566 930 187	3 700 878 117	3 700 878 117	133 947 930	3,8	133 947 930
3 Acquisition de biens et services			3 860 017 576	3 860 017 576	3 869 517 576	3 869 517 576	9 500 000	0,2	9 500 000	0,2
4 Transferts courants			3 857 857 265	3 857 857 265	4 167 857 265	4 167 857 265	310 000 000	8,0	310 000 000	8,0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 779 066 540	2 279 066 540	2 831 440 268	2 331 440 268	52 373 728	1,9	52 373 728	2,3
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	30 124 176 025	16 124 176 025	27 124 176 025	904,1	13 124 176 025	437,5
		Total Prog. 1011	17 063 871 568	17 063 871 568	44 693 869 251	30 193 869 251	27 629 997 683	161,9	13 629 997 683	79,9
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 879 539 380	9 879 539 380	9 879 539 380	9 879 539 380	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 159 870 984	2 159 870 984	2 159 870 984	2 159 870 984	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 104 052 743	7 700 000 000	35 104 052 743	7 700 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2032	77 183 463 107	77 183 463 107	77 183 463 107	49 779 410 364	0	0	0	0
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	2 615 905 000	2 615 905 000	2 615 905 000	2 615 905 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 929 578 779	3 929 578 779	5 457 466 779	5 457 466 779	1 527 888 000	38,9	1 527 888 000	38,9
		4 Transferts courants	8 542 400 000	8 542 400 000	16 828 945 415	16 828 945 415	8 286 545 415	97,0	8 286 545 415	97,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 533 118 090	2 533 118 090	3 136 118 090	3 136 118 090	603 000 000	23,8	603 000 000	23,8
		6 Transferts en capital	29 629 044 853	29 629 044 853	90 966 631 313	90 966 631 313	61 337 586 460	207,0	61 337 586 460	207,0
		Total Prog. 2035	47 250 046 722	47 250 046 722	119 005 066 597	119 005 066 597	71 755 019 875	151,9	71 755 019 875	151,9
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	4 720 476 180	4 720 476 180	4 720 476 180	4 720 476 180	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 681 462 373	1 681 462 373	1 840 597 623	1 840 597 623	159 135 250	9,5	159 135 250	9,5
		4 Transferts courants	30 000 000	30 000 000	37 000 000	37 000 000	7 000 000	23,3	7 000 000	23,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 308 717 793	4 022 905 931	7 833 717 793	4 547 905 931	525 000 000	7,2	525 000 000	13,1
		Total Prog. 2036	13 740 656 346	13 740 656 346	14 431 791 596	11 145 979 734	691 135 250	5,0	691 135 250	5,0
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	6 344 537 334	6 344 537 334	6 344 537 334	6 344 537 334	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	3 Acquisition de biens et services	1 656 581 897	1 656 581 897	1 792 358 897	1 792 358 897	135 777 000	8,2	135 777 000	8,2
		4 Transferts courants	51 770 000	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	14 675 156 012	9 675 156 012	14 289 156 012	9 289 156 012	-386 000 000	-2,6	-386 000 000	-4,0
		6 Transferts en capital	5 794 241 470	3 070 000 000	6 448 722 737	3 724 481 267	654 481 267	11,3	654 481 267	21,3
		Total Prog. 2037	28 522 286 713	28 522 286 713	28 926 544 980	21 202 303 510	404 258 267	1,4	404 258 267	1,4
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	320 338 000	320 338 000	320 338 000	320 338 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	602 895 480	602 895 480	602 895 480	602 895 480	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 333 119 000	1 333 119 000	-50 000 000	-3,6	-50 000 000	-3,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	444 898 840	154 618 455	644 898 840	354 618 455	200 000 000	45,0	200 000 000	129,4
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2038	3 051 251 320	3 051 251 320	3 201 251 320	2 910 970 935	150 000 000	4,9	150 000 000	4,9	
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3005	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	0	0	0	0
	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	
Total Section 43		334 176 575 776	294 972 189 316	434 806 986 851	381 602 600 391	100 630 411 075	30,1	86 630 411 075	29,4	
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	6,9	25 545 060	6,9
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	370 180 854	370 180 854	0	0	0	0
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	150 000 000	42,9	150 000 000	42,9
		Total Prog. 1012	1 092 406 854	1 092 406 854	1 267 951 914	1 267 951 914	175 545 060	16,1	175 545 060	16,1



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
						AE		CP		
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	20 243 179	20 243 179	20 243 179	20 243 179	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	160 591 913 446	46 614 852 979	156 524 495 116	42 547 434 649	-4 067 418 330	-2,5	-4 067 418 330	-8,7
		6 Transferts en capital	11 440 500 000	11 440 500 000	61 140 500 000	11 940 500 000	49 700 000 000	434,4	500 000 000	4,4
		Total Prog. 2039	174 852 656 625	174 852 656 625	220 485 238 295	57 308 177 828	45 632 581 670	26,1	-3 567 418 330	-2,0
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	40 047 000	40 047 000	40 047 000	40 047 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	28 734 789	28 734 789	28 734 789	28 734 789	0	0	0	0
		4 Transferts courants	100 750 681 000	100 750 681 000	200 850 681 000	200 850 681 000	100 100 000 000	99,4	100 100 000 000	99,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 889 911 889	5 889 911 889	6 289 911 889	4 289 911 889	400 000 000	6,8	-1 600 000 000	-27,2
		Total Prog. 2040	106 709 374 678	106 709 374 678	207 209 374 678	205 209 374 678	100 500 000 000	94,2	98 500 000 000	92,3
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	65 306 000	65 306 000	65 306 000	65 306 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	27 209 205	27 209 205	27 209 205	27 209 205	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	534 086 430 958	62 133 693 448	532 911 430 958	44 958 693 448	-1 175 000 000	-0,2	-1 175 000 000	-27,6
		Total Prog. 2120	535 228 946 163	535 228 946 163	534 053 946 163	46 101 208 653	-1 175 000 000	-0,2	-1 175 000 000	-3,2
	Total Section 44	817 883 384 320	231 953 586 343	963 016 511 050	309 886 713 073	145 133 126 730	17,7	77 933 126 730	33,6	
	45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	663 196 120	663 196 120	680 858 670	680 858 670	17 662 550	2,7	17 662 550
3 Acquisition de biens et services			205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	0	0	0	0
4 Transferts courants			864 133 170	864 133 170	844 133 170	844 133 170	-20 000 000	-2,3	-20 000 000	-2,3
Total Prog. 1013			1 732 930 577	1 732 930 577	1 730 593 127	1 730 593 127	-2 337 450	-0,1	-2 337 450	-0,1
2041 Développement du marché intérieur et de la consommation		2 Dépenses de personnel	887 518 940	887 518 940	887 518 940	887 518 940	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	295 012 972	295 012 972	295 012 972	295 012 972	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	4 Transferts courants	1 558 600 000	1 558 600 000	2 708 600 000	2 708 600 000	1 150 000 000	73,8	1 150 000 000	73,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 863 000 000	3 863 000 000	4 659 829 209	3 319 362 791	796 829 209	20,6	-543 637 209	-14,1
		6 Transferts en capital	2 305 000 000	2 305 000 000	1 805 000 000	1 805 000 000	-500 000 000	-21,7	-500 000 000	-21,7
		Total Prog. 2041	8 909 131 912	8 909 131 912	10 355 961 121	9 015 494 703	1 446 829 209	16,2	106 362 791	1,2
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	228 939 720	228 939 720	228 939 720	228 939 720	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	168 301 009	168 301 009	168 301 009	168 301 009	0	0	0	0
		4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 584 794 750	2 584 794 750	2 584 794 750	2 584 794 750	0	0	0	0
		Total Prog. 2042	3 582 035 479	3 582 035 479	3 582 035 479	3 582 035 479	0	0	0	0
	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	74 551 080	74 551 080	74 551 080	74 551 080	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	570 343 220	570 343 220	570 343 220	570 343 220	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 535 284 298	1 535 284 298	1 485 284 298	1 485 284 298	-50 000 000	-3,3	-50 000 000	-3,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	3 500 000 000	3 500 000 000	3 250 000 000	3 250 000 000	-250 000 000	-7,1	-250 000 000	-7,1
		Total Prog. 2043	7 180 178 598	7 180 178 598	6 880 178 598	6 880 178 598	-300 000 000	-4,2	-300 000 000	-4,2
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	522 194 000	522 194 000	522 194 000	522 194 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2044	1 122 194 000	1 122 194 000	1 122 194 000	1 122 194 000	0	0	0	0
	Total Section 45		22 526 470 566	22 526 470 566	23 670 962 325	22 330 495 907	1 144 491 759	5,1	-195 974 659	-0,9
	46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	817 816 320	817 816 320	837 611 380	837 611 380	19 795 060	2,4	19 795 060
3 Acquisition de biens et services			1 182 100 125	1 182 100 125	1 212 100 125	1 212 100 125	30 000 000	2,5	30 000 000	2,5
4 Transferts courants			100 000 000	100 000 000	58 044 121	58 044 121	-41 955 879	-42,0	-41 955 879	-42,0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	988 602 774	988 602 774	863 602 774	863 602 774	-125 000 000	-12,6	-125 000 000	-12,6
		Total Prog. 1014	3 088 519 219	3 088 519 219	2 971 358 400	2 971 358 400	-117 160 819	-3,8	-117 160 819	-3,8
	2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel	192 968 000	192 968 000	192 968 000	192 968 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	202 911 817	202 911 817	202 911 817	202 911 817	0	0	0	0
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 679 830 812	4 679 830 812	9 626 126 790	4 626 126 790	-53 704 022	-0,6	-53 704 022	-1,1
		6 Transferts en capital	12 644 263 418	12 644 263 418	13 222 886 354	13 222 886 354	578 622 936	4,6	578 622 936	4,6
		Total Prog. 2045	23 019 974 047	23 019 974 047	23 544 892 961	18 544 892 961	524 918 914	2,3	524 918 914	2,3
	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	177 160 000	177 160 000	177 160 000	177 160 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	284 000 002	284 000 002	284 000 002	284 000 002	0	0	0	0
		4 Transferts courants	29 433 666 666	29 433 666 666	9 433 666 666	9 433 666 666	-20 000 000 000	-67,9	-20 000 000 000	-67,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 337 389 431	1 337 389 431	1 337 389 431	1 337 389 431	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	11 959 860 000	11 959 860 000	600 000 000	600 000 000	-11 359 860 000	-95,0	-11 359 860 000	-95,0
		Total Prog. 2046	43 192 076 099	43 192 076 099	11 832 216 099	11 832 216 099	-31 359 860 000	-72,6	-31 359 860 000	-72,6
	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	224 795 228	224 795 228	224 795 228	224 795 228	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 810 510 244	2 810 510 244	2 810 510 244	2 810 510 244	0	0	0	0
		4 Transferts courants	30 000 000 000	30 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000	10 000 000 000	33,3	10 000 000 000	33,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 706 245 684	9 706 245 684	9 529 116 444	9 529 116 444	-177 129 240	-1,8	-177 129 240	-1,8
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	100 000 000	50	100 000 000	50
		Total Prog. 2047	42 941 551 156	42 941 551 156	52 864 421 916	52 864 421 916	9 922 870 760	23,1	9 922 870 760	23,1
	Total Section 46		112 242 120 521	107 242 120 521	91 212 889 376	86 212 889 376	-21 029 231 145	-18,7	-21 029 231 145	-19,6



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	222 938 111	222 938 111	243 320 621	243 320 621	20 382 510	9,1	20 382 510	9,1	
		3 Acquisition de biens et services	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1015	768 259 033	768 259 033	788 641 543	788 641 543	20 382 510	2,7	20 382 510	2,7	
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	89 777 000	89 777 000	89 777 000	89 777 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 838 380 000	2 838 380 000	3 388 380 000	3 388 380 000	550 000 000	19,4	550 000 000	19,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 799 828 000	5 799 828 000	5 799 828 000	5 799 828 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	1 970 000 000	1 970 000 000	1 970 000 000	1 970 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2049	10 734 328 518	10 734 328 518	11 284 328 518	11 284 328 518	550 000 000	5,1	550 000 000	5,1	
	Total Section 47			11 502 587 551	11 502 587 551	12 072 970 061	12 072 970 061	570 382 510	5,0	570 382 510	5,0
	49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	415 164 000	415 164 000	464 019 140	464 019 140	48 855 140	11,8	48 855 140	11,8
3 Acquisition de biens et services			266 901 079	266 901 079	225 301 079	225 301 079	-41 600 000	-15,6	-41 600 000	-15,6	
5 Investissements exécutés par l'Etat			202 980 900	202 980 900	202 980 900	202 980 900	0	0	0	0	
Total Prog. 1016			885 045 979	885 045 979	892 301 119	892 301 119	7 255 140	0,8	7 255 140	0,8	
2050 Développement de l'Offre touristique		2 Dépenses de personnel	142 578 000	142 578 000	142 578 000	142 578 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672	113 740 672	113 740 672	113 740 672	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 509 500 000	2 509 500 000	3 209 500 000	3 209 500 000	700 000 000	27,9	700 000 000	27,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 963 543 279	8 697 438 330	41 963 543 279	8 697 438 330	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	3 519 000 000	3 519 000 000	4 093 897 708	4 093 897 708	574 897 708	16,3	574 897 708	16,3	
		Total Prog. 2050	48 248 361 951	48 248 361 951	49 523 259 659	16 257 154 710	1 274 897 708	2,6	1 274 897 708	2,6	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2051 développement de la Sécurité et de la Sûreté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	8 817 000	8 817 000	8 817 000	8 817 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257	12 807 257	12 807 257	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	737 500 000	737 500 000	-120 000 000	-14,0	-120 000 000	-14,0	
		6 Transferts en capital	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	
		Total Prog. 2051	879 124 257	879 124 257	959 124 257	959 124 257	80 000 000	9,1	80 000 000	9,1	
	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	16 289 000	16 289 000	16 289 000	16 289 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	14 796 786	14 796 786	64 796 786	64 796 786	50 000 000	337,9	50 000 000	337,9	
		4 Transferts courants	3 909 096 156	3 909 096 156	3 409 096 156	3 409 096 156	-500 000 000	-12,8	-500 000 000	-12,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	90 844 435 764	13 711 174 500	90 314 435 764	10 938 000 500	-530 000 000	-0,6	-2 773 174 000	-20,2	
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	2 025 000 000	2 025 000 000	1 025 000 000	102,5	1 025 000 000	102,5	
	Total Prog. 2052	95 784 617 706	95 784 617 706	95 829 617 706	16 453 182 442	45 000 000	0	-2 198 174 000	-2,3		
	Total Section 49	145 797 149 893	35 397 783 680	147 204 302 741	34 561 762 528	1 407 152 848	1	-836 021 152	-2,4		
	50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	97 597 411 900	97 597 411 900	152 918 966 390	152 918 966 390	55 321 554 490	56,7	55 321 554 490	56,7
			3 Acquisition de biens et services	23 858 796 507	23 858 796 507	26 722 587 297	26 722 587 297	2 863 790 790	12,0	2 863 790 790	12,0
4 Transferts courants			1 007 572 000	1 007 572 000	1 007 572 000	1 007 572 000	0	0	0	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat			1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	0	0	0	0	
Total Prog. 1017			123 699 986 920	123 699 986 920	181 885 332 200	181 885 332 200	58 185 345 280	47,0	58 185 345 280	47,0	
2053 Education préscolaire		2 Dépenses de personnel	11 554 134 000	11 554 134 000	11 554 134 000	11 554 134 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2053	11 870 171 909	11 870 171 909	11 870 171 909	11 870 171 909	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	2054 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	195 051 501 000	195 051 501 000	195 051 501 000	195 051 501 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	40 057 984 866	40 057 984 866	47 876 574 370	47 876 574 370	7 818 589 504	19,5	7 818 589 504	19,5
		4 Transferts courants	15 861 000 000	15 861 000 000	15 361 000 000	15 361 000 000	-500 000 000	-3,2	-500 000 000	-3,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	31 113 017 516	19 090 630 959	58 044 017 516	19 090 630 959	26 931 000 000	86,6	0	0
		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2054	282 385 503 382	282 385 503 382	316 635 092 886	277 681 706 329	34 249 589 504	12,1	7 318 589 504	2,6
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	102 230 652 000	102 230 652 000	102 230 652 000	102 230 652 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 723 997 342	2 723 997 342	3 708 157 342	3 708 157 342	984 160 000	36,1	984 160 000	36,1
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 520 848 478	2 556 602 228	5 520 848 478	2 556 602 228	0	0	0	0
		Total Prog. 2055	110 475 497 820	110 475 497 820	111 459 657 820	108 495 411 570	984 160 000	0,9	984 160 000	0,9
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	87 186 609 000	87 186 609 000	87 186 609 000	87 186 609 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 752 701 843	1 752 701 843	1 752 701 843	1 752 701 843	0	0	0	0
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2056	105 020 013 873	105 020 013 873	105 020 013 873	91 242 010 843	0	0	0	0
	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	261 708 000	261 708 000	261 708 000	261 708 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	448 201 333	448 201 333	448 201 333	448 201 333	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	766 086 080	266 086 080	0	0	0	0
Total Prog. 2057		2 475 995 413	2 475 995 413	2 475 995 413	1 975 995 413	0	0	0	0	
Total Section 50		635 927 169 317	606 662 533 480	729 346 264 101	673 150 628 264	93 419 094 784	14,7	66 488 094 784	11,0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	660 107 140	660 107 140	1 047 535 710	1 047 535 710	387 428 570	58,7	387 428 570	58,7
		3 Acquisition de biens et services	761 131 628	761 131 628	761 131 628	761 131 628	0	0	0	0
		4 Transferts courants	330 000 000	330 000 000	1 175 000 000	1 175 000 000	845 000 000	256,1	845 000 000	256,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000	300 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1018	2 051 238 768	2 051 238 768	3 283 667 338	3 083 667 338	1 232 428 570	60,1	1 232 428 570	60,1
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	55 807 480	55 807 480	55 807 480	55 807 480	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	159 379 651	159 379 651	159 379 651	159 379 651	0	0	0	0
		4 Transferts courants	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 440 000 000	590 000 000	4 440 000 000	590 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2058	4 730 187 131	4 730 187 131	4 730 187 131	880 187 131	0	0	0	0
	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	220 305 440	220 305 440	220 305 440	220 305 440	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 239 190 883	6 239 190 883	11 464 190 883	11 464 190 883	5 225 000 000	83,7	5 225 000 000	83,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 449 265 455	24 074 334 066	33 727 528 413	16 247 275 139	3 278 262 958	10,8	-7 827 058 927	-32,5
		Total Prog. 2059	36 908 761 778	36 908 761 778	45 412 024 736	27 931 771 462	8 503 262 958	23,0	-2 602 058 927	-7,0
		Total Section 52	43 690 187 677	33 265 256 288	53 425 879 205	31 895 625 931	9 735 691 528	22,3	-1 369 630 357	-4,1
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	379 203 000	379 203 000	458 735 710	458 735 710	79 532 710	21,0	79 532 710	21,0
		3 Acquisition de biens et services	798 787 515	798 787 515	1 065 787 432	1 065 787 432	266 999 917	33,4	266 999 917	33,4
		4 Transferts courants	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1019	1 297 990 515	1 297 990 515	1 644 523 142	1 644 523 142	346 532 627	26,7	346 532 627	26,7
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	529 139 000	529 139 000	529 139 000	529 139 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	429 805 307	429 805 307	429 805 307	429 805 307	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 507 352 279	5 507 352 279	5 815 352 279	5 815 352 279	308 000 000	5,6	308 000 000	5,6



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 248 000 000	1 310 000 000	4 248 000 000	1 310 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	-500 000 000	-25	-500 000 000	-25
		Total Prog. 2061	12 714 296 586	12 714 296 586	12 522 296 586	9 584 296 586	-192 000 000	-1,5	-192 000 000	-1,5
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 578 000	34 578 000	34 578 000	34 578 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	79 542 528	79 542 528	79 542 528	79 542 528	0	0	0	0
		4 Transferts courants	10 605 000 000	10 605 000 000	12 214 000 000	12 214 000 000	1 609 000 000	15,2	1 609 000 000	15,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000 000	2 000 000 000	30 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2062	40 719 120 528	40 719 120 528	42 328 120 528	14 328 120 528	1 609 000 000	4,0	1 609 000 000	4,0
	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	123 043 000	123 043 000	123 043 000	123 043 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	253 929 173	253 929 173	253 929 173	253 929 173	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 303 646 000	1 303 646 000	1 557 446 000	1 557 446 000	253 800 000	19,5	253 800 000	19,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 288 500 000	2 288 500 000	2 588 500 000	2 588 500 000	300 000 000	13,1	300 000 000	13,1
		6 Transferts en capital	2 966 266 719	1 300 000 000	3 066 266 719	1 400 000 000	100 000 000	3,4	100 000 000	7,7
		Total Prog. 2063	6 935 384 892	6 935 384 892	7 589 184 892	5 922 918 173	653 800 000	9,4	653 800 000	9,4
	Total Section 53			61 666 792 521	29 062 525 802	64 084 125 148	31 479 858 429	2 417 332 627	3,9	2 417 332 627
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	15 915 965 686	15 915 965 686	21 546 331 746	21 546 331 746	5 630 366 060	35,4	5 630 366 060	35,4
		3 Acquisition de biens et services	13 553 215 978	13 553 215 978	15 937 095 978	15 937 095 978	2 383 880 000	17,6	2 383 880 000	17,6
		4 Transferts courants	16 874 299 000	16 874 299 000	18 789 299 000	18 789 299 000	1 915 000 000	11,3	1 915 000 000	11,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 950 990 188	15 782 035 188	30 950 990 188	15 782 035 188	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	515 302 350	515 302 350	615 302 350	615 302 350	100 000 000	19,4	100 000 000	19,4
		Total Prog. 1020	77 809 773 202	77 809 773 202	87 839 019 262	72 670 064 262	10 029 246 060	12,9	10 029 246 060	12,9



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	13 250 207 435	13 250 207 435	13 250 207 435	13 250 207 435	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 806 552 654	1 806 552 654	1 806 552 654	1 806 552 654	0	0	0	0
		4 Transferts courants	4 777 000 000	4 777 000 000	4 777 000 000	4 777 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	95 952 199 123	93 402 199 123	95 952 199 123	88 402 199 123	0	0	-5 000 000 000	-5,4
		6 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	5 999 502 662	1 115 851 562	0	0	0	0
		Total Prog. 2064	121 785 461 874	121 785 461 874	121 785 461 874	109 351 810 774	0	0	-5 000 000 000	-4,1
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	18 351 506 964	18 351 506 964	18 351 506 964	18 351 506 964	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	236 582 421	236 582 421	236 582 421	236 582 421	0	0	0	0
		4 Transferts courants	18 889 715 000	18 889 715 000	19 689 715 000	19 689 715 000	800 000 000	4,2	800 000 000	4,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	26 120 000 000	14 658 719 383	26 120 000 000	14 658 719 383	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	3 706 498 955	3 656 498 955	3 706 498 955	3 656 498 955	0	0	0	0
		Total Prog. 2066	67 304 303 340	67 304 303 340	68 104 303 340	56 593 022 723	800 000 000	1,2	800 000 000	1,2
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	1 354 247 732	1 354 247 732	1 354 247 732	1 354 247 732	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	728 236 404	728 236 404	728 236 404	728 236 404	0	0	0	0
		4 Transferts courants	567 347 671	567 347 671	567 347 671	567 347 671	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	341 234 271	341 234 271	341 234 271	341 234 271	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2067	3 211 066 078	3 211 066 078	3 211 066 078	3 211 066 078	0	0	0	0
	Total Section 54		270 110 604 494	235 996 717 777	280 939 850 554	241 825 963 837	10 829 246 060	4,0	5 829 246 060	2,5
	55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	906 159 000	906 159 000	1 132 334 900	1 132 334 900	226 175 900	25,0	226 175 900
3 Acquisition de biens et services			1 411 044 742	1 411 044 742	1 411 044 742	1 411 044 742	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	480 000 000	480 000 000	780 000 000	780 000 000	300 000 000	62,5	300 000 000	62,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	90 650 000	90 650 000	90 650 000	90 650 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1021	2 887 853 742	2 887 853 742	3 414 029 642	3 414 029 642	526 175 900	18,2	526 175 900	18,2
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	128 527 000	128 527 000	128 527 000	128 527 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	30 657 398	30 657 398	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 503 782 800	3 503 782 800	1 003 782 800	1 003 782 800	-2 500 000 000	-71,4	-2 500 000 000	-71,4
		Total Prog. 2068	3 662 967 198	3 662 967 198	1 162 967 198	1 162 967 198	-2 500 000 000	-68,3	-2 500 000 000	-68,3
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel	120 737 000	120 737 000	120 737 000	120 737 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	392 654 418	392 654 418	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	575 400 000	575 400 000	575 400 000	575 400 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2069	1 088 791 418	1 088 791 418	1 088 791 418	1 088 791 418	0	0	0	0
	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	3 Acquisition de biens et services	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 150 000 000	2 150 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	-100 000 000	-4,7	-100 000 000	-4,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 217 687 935	4 217 687 935	4 217 687 935	3 217 687 935	0	0	-1 000 000 000	-23,7
		6 Transferts en capital	9 290 320 802	9 290 320 802	9 290 320 802	9 290 320 802	0	0	0	0
		Total Prog. 2070	15 678 008 737	15 678 008 737	15 578 008 737	14 578 008 737	-100 000 000	-0,6	-1 100 000 000	-7,0
	Total Section 55			23 317 621 095	23 317 621 095	21 243 796 995	20 243 796 995	-2 073 824 100	-8,9	-3 073 824 100
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	371 514 100	371 514 100	439 414 300	439 414 300	67 900 200	18,3	67 900 200	18,3
		3 Acquisition de biens et services	1 441 790 863	1 441 790 863	1 541 790 863	1 541 790 863	100 000 000	6,9	100 000 000	6,9
		4 Transferts courants	657 765 530	657 765 530	657 765 530	657 765 530	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	414 350 000	414 350 000	414 350 000	414 350 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1022	2 885 420 493	2 885 420 493	3 053 320 693	3 053 320 693	167 900 200	5,8	167 900 200	5,8



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%					
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 435 459 520	4 435 459 520	4 435 459 520	4 435 459 520	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 606 970 741	1 606 970 741	1 606 970 741	1 606 970 741	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 173 900 707	7 173 900 707	7 173 900 707	7 173 900 707	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	231 000 000	231 000 000	231 000 000	231 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2071	23 867 330 968	23 867 330 968	23 867 330 968	23 867 330 968	0	0	0	0	
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	3 882 521 460	3 882 521 460	3 882 521 460	3 882 521 460	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	655 155 355	655 155 355	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	326 120 000	326 120 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 633 051 482	1 633 051 482	1 633 051 482	1 633 051 482	0	0	0	0	
		Total Prog. 2072	6 496 848 297	6 496 848 297	6 496 848 297	6 496 848 297	0	0	0	0	
	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	279 613 420	279 613 420	279 613 420	279 613 420	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	398 420 032	398 420 032	398 420 032	398 420 032	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 066 051 911	4 066 051 911	4 066 051 911	4 066 051 911	0	0	0	0	
		Total Prog. 2073	4 744 085 363	4 744 085 363	4 744 085 363	4 744 085 363	0	0	0	0	
	Total Section 56		37 993 685 121	37 993 685 121	38 161 585 321	38 161 585 321	167 900 200	0,4	167 900 200	0,4	
	58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	370 429 056	370 429 056	581 687 066	581 687 066	211 258 010	57,0	211 258 010	57,0
			3 Acquisition de biens et services	187 841 633	187 841 633	187 841 633	187 841 633	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			299 390 760	299 390 760	310 890 760	310 890 760	11 500 000	3,8	11 500 000	3,8	
Total Prog. 1023			857 661 449	857 661 449	1 080 419 459	1 080 419 459	222 758 010	26,0	222 758 010	26,0	
2098 Famille et genre		2 Dépenses de personnel	162 736 160	162 736 160	162 736 160	162 736 160	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	333 926 128	333 926 128	433 926 128	433 926 128	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2098 Famille et genre	4 Transferts courants	477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	27 305 125 832	10 066 559 119	27 305 125 832	10 066 559 119	0	0	0	0
		Total Prog. 2098	28 279 286 520	28 279 286 520	28 379 286 520	11 140 719 807	100 000 000	0,4	100 000 000	0,4
	2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	112 187 000	112 187 000	112 187 000	112 187 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	269 934 089	269 934 089	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 551 461 012	2 551 461 012	2 614 461 012	2 614 461 012	63 000 000	2,5	63 000 000	2,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 295 000 000	7 295 000 000	9 295 000 000	6 295 000 000	-1 000 000 000	-9,7	-1 000 000 000	-13,7
		Total Prog. 2101	13 228 582 101	13 228 582 101	12 291 582 101	9 291 582 101	-937 000 000	-7,1	-937 000 000	-7,1
	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	166 969 708	166 969 708	166 969 708	166 969 708	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	130 125 382	130 125 382	130 125 382	130 125 382	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	800 000 000	800 000 000	-200 000 000	-20	-200 000 000	-20
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 709 800 100	2 692 300 575	4 709 800 100	2 692 300 575	0	0	0	0
		Total Prog. 2110	6 006 895 190	6 006 895 190	5 806 895 190	3 789 395 665	-200 000 000	-3,3	-200 000 000	-3,3
	Total Section 58		48 372 425 260	26 116 359 022	47 558 183 270	25 302 117 032	-814 241 990	-1,7	-814 241 990	-3,1
	59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	6 803 739 678	6 803 739 678	9 052 190 773	9 052 190 773	2 248 451 095	33,0	2 248 451 095
3 Acquisition de biens et services			1 522 685 991	1 522 685 991	1 522 685 991	1 522 685 991	0	0	0	0
4 Transferts courants			50 000 000	50 000 000	30 000 000	30 000 000	-20 000 000	-40	-20 000 000	-40
Total Prog. 1024			8 376 425 669	8 376 425 669	10 604 876 764	10 604 876 764	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6
2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec		2 Dépenses de personnel	17 316 094 840	17 316 094 840	17 316 094 840	17 316 094 840	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 911 714 880	5 911 714 880	6 275 889 880	6 275 889 880	364 175 000	6,2	364 175 000	6,2
		4 Transferts courants	940 637 600	940 637 600	940 637 600	940 637 600	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 041 345 461	10 041 345 461	9 786 348 461	9 786 348 461	-254 997 000	-2,5	-254 997 000	-2,5



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	6 Transferts en capital	30 200 000 000	30 200 000 000	14 214 021 444	14 214 021 444	-15 985 978 556	-52,9	-15 985 978 556	-52,9	
		Total Prog. 2077	64 409 792 781	64 409 792 781	48 532 992 225	48 532 992 225	-15 876 800 556	-24,6	-15 876 800 556	-24,6	
	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	99 176 040	99 176 040	99 176 040	99 176 040	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130	29 990 130	29 990 130	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000	405 000 000	405 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 425 000 000	2 425 000 000	2 425 000 000	2 425 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	
		Total Prog. 2078	2 959 166 170	2 959 166 170	3 109 166 170	3 109 166 170	150 000 000	5,1	150 000 000	5,1	
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	47 201 800	47 201 800	47 201 800	47 201 800	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	47 266 246	47 266 246	47 266 246	47 266 246	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 2103	10 219 468 046	10 219 468 046	10 219 468 046	10 219 468 046	0	0	0	0	
	Total Section 59		85 964 852 666	85 964 852 666	72 466 503 205	72 466 503 205	-13 498 349 461	-15,7	-13 498 349 461	-15,7	
	60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	60 853 028 580	60 853 028 580	62 414 710 925	62 414 710 925	1 561 682 345	2,6	1 561 682 345	2,6
			3 Acquisition de biens et services	74 743 602 000	74 743 602 000	48 453 013 384	48 453 013 384	-26 290 588 616	-35,2	-26 290 588 616	-35,2
			4 Transferts courants	69 523 283 779	69 523 283 779	159 658 064 429	159 658 064 429	90 134 780 650	129,6	90 134 780 650	129,6
			5 Investissements exécutés par l'Etat	32 500 000 000	32 500 000 000	37 684 681 956	27 583 782 156	5 184 681 956	16,0	-4 916 217 844	-15,1
6 Transferts en capital			43 111 288 161	43 111 288 161	72 606 014 733	50 679 054 745	29 494 726 572	68,4	7 567 766 584	17,6	
Total Prog. 0010			280 731 202 520	280 731 202 520	380 816 485 427	348 788 625 639	100 085 282 907	35,7	68 057 423 119	24,2	
Total Section 60			280 731 202 520	280 731 202 520	380 816 485 427	348 788 625 639	100 085 282 907	35,7	68 057 423 119	24,2	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	284 849 000	284 849 000	293 439 120	293 439 120	8 590 120	3,0	8 590 120	3,0	
		3 Acquisition de biens et services	671 568 220	671 568 220	603 621 820	603 621 820	-67 946 400	-10,1	-67 946 400	-10,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	261 000 000	261 000 000	328 946 400	328 946 400	67 946 400	26,0	67 946 400	26,0	
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1032	1 767 417 220	1 767 417 220	1 776 007 340	1 776 007 340	8 590 120	0,5	8 590 120	0,5	
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	231 235 000	231 235 000	231 235 000	231 235 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	598 081 035	598 081 035	618 081 035	618 081 035	20 000 000	3,3	20 000 000	3,3	
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	147 556 000	147 556 000	1 187 552 100	1 187 552 100	1 039 996 100	704,8	1 039 996 100	704,8	
		6 Transferts en capital	5 389 475 335	5 389 475 335	5 889 475 335	5 889 475 335	500 000 000	9,3	500 000 000	9,3	
	Total Prog. 2022	6 516 347 370	6 516 347 370	8 076 343 470	8 076 343 470	1 559 996 100	23,9	1 559 996 100	23,9		
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	476 966 000	476 966 000	476 966 000	476 966 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 384 916 481	1 384 916 481	1 384 916 481	1 384 916 481	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	7 682 744 848	7 682 744 848	8 170 244 848	8 170 244 848	487 500 000	6,3	487 500 000	6,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 549 470 600	1 549 470 600	1 549 470 600	1 549 470 600	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	8 900 000 000	8 900 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	-2 900 000 000	-32,6	-2 900 000 000	-32,6	
	Total Prog. 2034	19 994 097 929	19 994 097 929	17 581 597 929	17 581 597 929	-2 412 500 000	-12,1	-2 412 500 000	-12,1		
	Total Section 61	28 277 862 519	28 277 862 519	27 433 948 739	27 433 948 739	-843 913 780	-3,0	-843 913 780	-3,0		
	62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 854 710 340	1 854 710 340	1 882 902 930	1 882 902 930	28 192 590	1,5	28 192 590	1,5
			3 Acquisition de biens et services	871 069 677	871 069 677	816 584 979	816 584 979	-54 484 698	-6,3	-54 484 698	-6,3
4 Transferts courants			29 142 000	29 142 000	1 202 173 248	1 202 173 248	1 173 031 248	4025,2	1 173 031 248	4025,2	
Total Prog. 1025			2 754 922 017	2 754 922 017	3 901 661 157	3 901 661 157	1 146 739 140	41,6	1 146 739 140	41,6	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	247 145 820	247 145 820	247 145 820	247 145 820	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	155 521 554	155 521 554	152 621 554	152 621 554	-2 900 000	-1,9	-2 900 000	-1,9
		4 Transferts courants	770 000 000	770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 000 000 000	129,9	1 000 000 000	129,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 268 858 434	19 268 858 434	18 709 027 567	18 209 027 567	-559 830 867	-2,9	-1 059 830 867	-5,5
		6 Transferts en capital	3 757 590 883	3 757 590 883	3 757 590 883	3 757 590 883	0	0	0	0
		Total Prog. 2079	24 199 116 691	24 199 116 691	24 636 385 824	24 136 385 824	437 269 133	1,8	-62 730 867	-0,3
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	139 692 260	139 692 260	139 692 260	139 692 260	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	229 790 721	229 790 721	229 572 185	229 572 185	-218 536	-0,1	-218 536	-0,1
		4 Transferts courants	56 421 465	56 421 465	56 421 465	56 421 465	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	1 426 256 279	1 426 256 279	1 426 256 279	1 426 256 279	0	0	0	0
	Total Prog. 2080	1 852 160 725	1 852 160 725	1 851 942 189	1 851 942 189	-218 536	0	-218 536	0	
	2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	63 227 700	63 227 700	63 227 700	63 227 700	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	12 885 831	12 885 831	11 585 831	11 585 831	-1 300 000	-10,1	-1 300 000	-10,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	196 872 078	196 872 078	194 022 078	194 022 078	-2 850 000	-1,4	-2 850 000	-1,4
		Total Prog. 2081	272 985 609	272 985 609	268 835 609	268 835 609	-4 150 000	-1,5	-4 150 000	-1,5
Total Section 62	29 079 185 042	29 079 185 042	30 658 824 779	30 158 824 779	1 579 639 737	5,4	1 079 639 737	3,7		
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	283 960 380	283 960 380	301 755 440	301 755 440	17 795 060	6,3	17 795 060	6,3
		3 Acquisition de biens et services	187 214 333	187 214 333	187 214 333	187 214 333	0	0	0	0
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1026	511 174 713	511 174 713	528 969 773	528 969 773	17 795 060	3,5	17 795 060	3,5
	2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	185 945 000	185 945 000	185 945 000	185 945 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	2083 Economie numérique	4 Transferts courants	3 750 000 000	3 750 000 000	4 550 000 000	4 550 000 000	800 000 000	21,3	800 000 000	21,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 844 495 635	13 844 495 635	11 458 827 035	9 458 827 035	-2 385 668 600	-17,2	-4 385 668 600	-31,7
		6 Transferts en capital	3 119 000 000	3 119 000 000	2 619 000 000	2 619 000 000	-500 000 000	-16,0	-500 000 000	-16,0
		Total Prog. 2083	20 961 051 286	20 961 051 286	18 875 382 686	16 875 382 686	-2 085 668 600	-10	-4 085 668 600	-19,5
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	31 479 000	31 479 000	31 479 000	31 479 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	0	0	0	0
		Total Prog. 2084	3 414 380 481	3 414 380 481	3 414 380 481	3 414 380 481	0	0	0	0
	Total Section 63	24 886 606 480	24 886 606 480	22 818 732 940	20 818 732 940	-2 067 873 540	-8,3	-4 067 873 540	-16,3	
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	244 596 380	244 596 380	259 891 440	259 891 440	15 295 060	6,3	15 295 060	6,3
		3 Acquisition de biens et services	486 775 701	486 775 701	486 775 701	486 775 701	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	0	0	0	0
		Total Prog. 1569	836 328 581	836 328 581	851 623 641	851 623 641	15 295 060	1,8	15 295 060	1,8
	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	23 838 000	23 838 000	23 838 000	23 838 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	57 179 350	57 179 350	57 179 350	57 179 350	0	0	0	0
		4 Transferts courants	863 000 000	863 000 000	1 563 000 000	1 563 000 000	700 000 000	81,1	700 000 000	81,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 051 713 305	9 051 713 305	9 138 713 305	8 138 713 305	87 000 000	1	-913 000 000	-10,1
		6 Transferts en capital	791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514	0	0	0	0
		Total Prog. 2102	10 786 980 169	10 786 980 169	11 573 980 169	10 573 980 169	787 000 000	7,3	-213 000 000	-2,0
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	58 494 000	58 494 000	58 494 000	58 494 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	214 598 039	214 598 039	214 598 039	214 598 039	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	60	300 000 000	60
		Total Prog. 2118	773 092 039	773 092 039	1 073 092 039	1 073 092 039	300 000 000	38,8	300 000 000	38,8
	Total Section 64	12 396 400 789	12 396 400 789	13 498 695 849	12 498 695 849	1 102 295 060	8,9	102 295 060	0,8	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	300 902 000	300 902 000	487 632 640	487 632 640	186 730 640	62,1	186 730 640	62,1
		3 Acquisition de biens et services	217 139 980	217 139 980	217 139 980	217 139 980	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	300 000 000	2 000 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	3 000 000 000	75	3 000 000 000	75
		Total Prog. 1027	6 518 041 980	6 518 041 980	9 704 772 620	8 004 772 620	3 186 730 640	48,9	3 186 730 640	48,9
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	55 748 000	55 748 000	55 748 000	55 748 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 520 624 247	6 395 824 247	24 520 624 247	6 395 824 247	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	14 886 356 036	6 536 356 036	15 142 182 002	6 792 182 002	255 825 966	1,7	255 825 966	3,9
	Total Prog. 2085	41 210 173 652	41 210 173 652	41 465 999 618	14 991 199 618	255 825 966	0,6	255 825 966	0,6	
2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	504 135 000	504 135 000	504 135 000	504 135 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	378 239 739	378 239 739	19 000 000	5,3	19 000 000	5,3	
	4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	500 000 000	55,6	500 000 000	55,6	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 597 476 266	1 597 476 266	1 597 476 266	1 597 476 266	0	0	0	0	
	Total Prog. 2086	3 360 851 005	3 360 851 005	3 879 851 005	3 879 851 005	519 000 000	15,4	519 000 000	15,4	
2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	39 068 000	39 068 000	39 068 000	39 068 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	83 919 556	83 919 556	83 919 556	83 919 556	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	33 725 000 000	33 725 000 000	33 725 000 000	33 725 000 000	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	2087 Financement du développement territorial	5 Investissements exécutés par l'Etat	72 112 150	72 112 150	72 112 150	72 112 150	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	62 006 671 582	62 006 671 582	64 828 060 036	64 828 060 036	2 821 388 454	4,6	2 821 388 454	4,6
		Total Prog. 2087	95 926 771 288	95 926 771 288	98 748 159 742	98 748 159 742	2 821 388 454	2,9	2 821 388 454	2,9
	Total Section 65	147 015 837 925	118 841 037 925	153 798 782 985	125 623 982 985	6 782 945 060	4,6	6 782 945 060	5,7	
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	434 236 216	434 236 216	492 341 356	492 341 356	58 105 140	13,4	58 105 140	13,4
		3 Acquisition de biens et services	205 217 782	205 217 782	205 217 782	205 217 782	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	250 000 000	15,6	250 000 000	15,6
		Total Prog. 1028	2 239 453 998	2 239 453 998	2 547 559 138	2 547 559 138	308 105 140	13,8	308 105 140	13,8
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	152 613 000	152 613 000	152 613 000	152 613 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	65 227 691	65 227 691	65 227 691	65 227 691	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 252 653 470	3 252 653 470	3 252 653 470	3 252 653 470	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 209 566 343	13 332 223 300	48 059 566 343	13 182 223 300	-150 000 000	-0,3	-150 000 000	-1,1
		6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2088	52 030 060 504	52 030 060 504	51 880 060 504	17 002 717 461	-150 000 000	-0,3	-150 000 000	-0,3
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	220 449 000	220 449 000	220 449 000	220 449 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	217 948 304	217 948 304	217 948 304	217 948 304	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	194 793 767 440	32 525 999 158	192 593 767 440	30 325 999 158	-2 200 000 000	-1,1	-2 200 000 000	-6,8
		6 Transferts en capital	8 675 000 000	8 675 000 000	11 875 000 000	11 875 000 000	3 200 000 000	36,9	3 200 000 000	36,9
		Total Prog. 2089	205 607 164 744	205 607 164 744	206 607 164 744	44 339 396 462	1 000 000 000	0,5	1 000 000 000	0,5
2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	277 200 800	277 200 800	277 200 800	277 200 800	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	171 095 000	171 095 000	171 095 000	171 095 000	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5 Investissements exécutés par l'Etat	204 612 962 052	52 576 431 523	205 612 962 052	47 576 431 523	1 000 000 000	0,5	-5 000 000 000	-9,5
		6 Transferts en capital	12 518 713 000	12 518 713 000	14 786 979 000	14 786 979 000	2 268 266 000	18,1	2 268 266 000	18,1
		Total Prog. 2090	217 579 970 852	217 579 970 852	220 848 236 852	62 811 706 323	3 268 266 000	1,5	-2 731 734 000	-1,3
	Total Section 68		477 456 650 098	128 275 008 244	481 883 021 238	126 701 379 384	4 426 371 140	0,9	-1 573 628 860	-1,2
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	111 307 000	111 307 000	119 572 020	119 572 020	8 265 020	7,4	8 265 020	7,4
		3 Acquisition de biens et services	360 585 500	360 585 500	360 585 500	360 585 500	0	0	0	0
		Total Prog. 1570	471 892 500	471 892 500	480 157 520	480 157 520	8 265 020	1,8	8 265 020	1,8
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	163 424 000	163 424 000	163 424 000	163 424 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	61 345 000	61 345 000	61 345 000	61 345 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 374 712 200	1 374 712 200	1 574 712 200	1 574 712 200	200 000 000	14,5	200 000 000	14,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2121	5 249 481 200	5 249 481 200	5 449 481 200	5 449 481 200	200 000 000	3,8	200 000 000	3,8
	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	3 Acquisition de biens et services	52 000 000	52 000 000	52 000 000	52 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2122	352 000 000	352 000 000	352 000 000	352 000 000	0	0	0	0
Total Section 71		6 073 373 700	6 073 373 700	6 281 638 720	6 281 638 720	208 265 020	3,4	208 265 020	3,4	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	401 942 800	401 942 800	492 373 040	492 373 040	90 430 240	22,5	90 430 240	22,5
		3 Acquisition de biens et services	3 896 408 187	3 896 408 187	4 996 408 187	4 996 408 187	1 100 000 000	28,2	1 100 000 000	28,2
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	200 000 000	200 000 000	-140 000 000	-41,2	-140 000 000	-41,2
		Total Prog. 1029	4 638 350 987	4 638 350 987	5 688 781 227	5 688 781 227	1 050 430 240	22,6	1 050 430 240	22,6
	2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	112 005 820	112 005 820	112 005 820	112 005 820	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	220 834 748	220 834 748	220 834 748	220 834 748	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2091 Education supérieure	4 Transferts courants	82 855 201 844	82 855 201 844	89 673 740 598	89 673 740 598	6 818 538 754	8,2	6 818 538 754	8,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	65 755 356 226	21 214 149 770	75 275 167 550	25 533 961 094	9 519 811 324	14,5	4 319 811 324	20,4	
		6 Transferts en capital	36 033 111 712	36 033 111 712	40 143 716 201	40 143 716 201	4 110 604 489	11,4	4 110 604 489	11,4	
		Total Prog. 2091	184 976 510 350	184 976 510 350	205 425 464 917	155 684 258 461	20 448 954 567	11,1	15 248 954 567	8,2	
	2092 OEuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	48 780 300	48 780 300	48 780 300	48 780 300	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	133 999 989	133 999 989	133 999 989	133 999 989	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	85 798 337 000	85 798 337 000	93 298 337 000	93 298 337 000	7 500 000 000	8,7	7 500 000 000	8,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	79 289 189 505	14 132 189 505	75 892 129 505	10 735 129 505	-3 397 060 000	-4,3	-3 397 060 000	-24,0	
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2092	178 270 306 794	178 270 306 794	182 373 246 794	117 216 246 794	4 102 940 000	2,3	4 102 940 000	2,3	
	Total Section 75			367 885 168 131	258 186 961 675	393 487 492 938	278 589 286 482	25 602 324 807	7,0	20 402 324 807	7,9
	83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	250 854 000	250 854 000	266 516 550	266 516 550	15 662 550	6,2	15 662 550	6,2
3 Acquisition de biens et services			212 648 579	212 648 579	219 391 679	219 391 679	6 743 100	3,2	6 743 100	3,2	
4 Transferts courants			818 000 000	818 000 000	718 000 000	718 000 000	-100 000 000	-12,2	-100 000 000	-12,2	
5 Investissements exécutés par l'Etat			281 850 000	281 850 000	480 869 900	480 869 900	199 019 900	70,6	199 019 900	70,6	
Total Prog. 1566			1 563 352 579	1 563 352 579	1 684 778 129	1 684 778 129	121 425 550	7,8	121 425 550	7,8	
2115 Mines		2 Dépenses de personnel	132 898 000	132 898 000	132 898 000	132 898 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	223 045 084	223 045 084	223 045 084	223 045 084	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	350 000 000	350 000 000	150 000 000	75	150 000 000	75	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	3 700 000 000	3 700 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	-700 000 000	-18,9	-700 000 000	-18,9	
Total Prog. 2115	4 455 943 084	4 455 943 084	3 905 943 084	3 905 943 084	-550 000 000	-12,3	-550 000 000	-12,3			



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	41 440 000	41 440 000	41 440 000	41 440 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	31 160 039	31 160 039	0	0	0	0
		4 Transferts courants	906 630 000	906 630 000	906 630 000	906 630 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	535 481 000	535 481 000	580 151 000	580 151 000	44 670 000	8,3	44 670 000	8,3
		Total Prog. 2116	1 514 711 039	1 514 711 039	1 559 381 039	1 559 381 039	44 670 000	2,9	44 670 000	2,9
Total Section 83			7 534 006 702	7 534 006 702	7 150 102 252	7 150 102 252	-383 904 450	-5,1	-383 904 450	-5,1
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	336 204 000	336 204 000	436 561 810	436 561 810	100 357 810	29,9	100 357 810	29,9
		3 Acquisition de biens et services	366 609 732	366 609 732	366 609 732	366 609 732	0	0	0	0
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	415 000 000	415 000 000	200 000 000	93,0	200 000 000	93,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1035	1 042 813 732	1 042 813 732	1 343 171 542	1 343 171 542	300 357 810	28,8	300 357 810	28,8
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	242 747 000	242 747 000	242 747 000	242 747 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	168 793 711	168 793 711	168 793 711	168 793 711	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 500 000 000	13 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	-2 000 000 000	-14,8	-2 000 000 000	-14,8
		6 Transferts en capital	48 385 514 286	48 385 514 286	49 385 514 286	49 385 514 286	1 000 000 000	2,1	1 000 000 000	2,1
	Total Prog. 2105	62 297 054 997	62 297 054 997	61 297 054 997	61 297 054 997	-1 000 000 000	-1,6	-1 000 000 000	-1,6	
2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	30 542 000	30 542 000	30 542 000	30 542 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	27 047 522	27 047 522	27 047 522	27 047 522	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	23 800 000 000	23 800 000 000	24 500 000 000	24 500 000 000	700 000 000	2,9	700 000 000	2,9	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	0	0	0	0	
	6 Transferts en capital	35 500 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000	0	0	0	0	
Total Prog. 2108	62 917 589 522	62 917 589 522	63 617 589 522	63 617 589 522	700 000 000	1,1	700 000 000	1,1		



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	Total Section 84		126 257 458 251	126 257 458 251	126 257 816 061	126 257 816 061	357 810	0	357 810	0
TOTAL GENERAL			6 729 138 834 965	4 394 715 000 000	7 675 613 450 524	4 702 909 116 825	946 474 615 559	14,1	308 194 116 825	7,0

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2022		% PIB
Ressources	3498,1		
Recettes ordinaires hors dons	3232,1		
recettes fiscales		3052,1	
recettes non fiscales		180,0	
Recettes exceptionnelles		0,00	
Dons budgétaires	46,0		
Ressources externes	220,0		
Tirages sur subventions		220,0	
Charges	4553,2		
Dettes publiques (intérêt + commissions)		350,0	
Intérêts et commission dette extérieure		240,5	
Intérêts et commission dette intérieure		109,5	
Dépenses de personnel		1037,0	
Autres dépenses courantes		1412,4	
Dépenses en capital sur ressources internes		1018,8	
Dépenses en capital sur ressources externes		735,0	
Prêts rétrocédés			
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-1055,1		-6,23%
PIB 2022			16922,4

ANNEXE V : RESERVES DE GESTION ET DE PRECAUTION

LIBELLE SECTION	LIBELLE CHAPITRE	MONTANT
CHARGES COMMUNES	RESERVE DE GESTION INVESTISSEMENT	15 000 000 000
CHARGES COMMUNES	RESERVE DE GESTION FONCTIONNEMENT	15 000 000 000
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEGETTES	1 500 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER	10 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE : MATAM - RANEROU- GOUDIRY	900 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	2 000 000 000
l'Aménagement des Territoires	PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS	700 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROGRAMME DE CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES	1 750 000 000
Ministère des Forces Armées	PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA DEFENSE NATIONALE "GAINDE 1"	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE LOUGA-DAHRA	3 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROJET D'ENTRETIEN ET REHABILITATION DES PISTES PAR LA TECHNOLOGIE "PROBASE"	2 000 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	2 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET D'APPUI A L'ACCES A L'ELECTRICITE (PAMACEL)	3 150 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	2 000 000 000
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	2 000 000 000
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)	4 000 000 000
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	SMART SENEGAL	2 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA ZONE NORD DE DAKAR	2 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)	3 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES / UNIVERSITES DE THIES - SINE SALOUM - BAMBEY ET ZIGUINCHOR	1 000 000 000
TOTAL		80 000 000 000

ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE

En milliards FCFA

TYPES DE DETTE	TOTAL 2022		
	Principal	I & C	Total
MULTILATERAUX	146,50	48,89	195,39
IDA/BIRD	35,31	19,00	54,31
BEI/FED	2,05	2,24	4,29
BAD/FAD	16,71	6,25	22,96
OPEP/BADEA/BID	38,90	7,39	46,29
AUTRES	53,53	14,00	67,53
BILATERAUX	166,85	53,20	220,05
PAYS DE L'OCDE	52,44	13,74	66,18
PAYS ARABES	15,56	3,83	19,39
AUTRES	98,85	35,63	134,48
CREDITS A L'EXPORTATION	71,12	8,90	80,02
COMMERCIALE	99,67	136,73	236,40
EUROBOND	70,74	132,50	203,24
CREDIT SUISSE	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	2,43	18,83
SCBANK	12,53	1,80	14,33
TOTAL dette extérieure HORS PPTE/IADM	484,14	247,72	731,86
Rachat DTS FMI	0,00	3,23	3,23
Autres Emprunts LT	8,07	1,50	9,57
Obligations du Trésor par Adjudication	212,10	86,70	298,80
Bons du Trésor par Adjudication	105,00	0,00	105,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	7,27	32,27
Obligations par Appel Public à L'Épargne	19,50	3,58	23,08
TOTAL dette intérieure	369,66	102,28	471,94
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	853,80	350,00	1 203,80

ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes												
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense													
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total			
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
10 Dette Publique	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000	350 000 000 000
21 Présidence de la République	0	11 695 118 039	7 685 872 799	7 685 872 799	45 987 387 870	45 987 387 870	1 581 166 714	614 077 501	14 702 006 287	14 702 006 287	81 651 551 709	80 684 462 496	81 651 551 709	80 684 462 496
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	17 265 015 137	17 265 015 137	0	0	0	0	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	0	633 583 600	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600
27 Cour Suprême	0	1 052 252 000	0	0	1 454 530 000	1 454 530 000	0	0	0	0	2 506 782 000	2 506 782 000	2 506 782 000	2 506 782 000
28 Cour des Comptes	0	2 434 204 530	0	0	5 981 253 695	5 981 253 695	0	0	1 025 555 441	1 025 555 441	9 441 013 666	9 441 013 666	9 441 013 666	9 441 013 666
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	6 300 000 000	6 300 000 000	0	0	2 250 000 000	2 250 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0	3 887 956 000	4 171 138 296	4 171 138 296	6 912 924 496	6 912 924 496	5 665 251 224	5 665 251 224	16 414 539 867	10 441 943 500	37 051 809 883	31 079 213 516	37 051 809 883	31 079 213 516
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	25 529 709 991	34 927 852 949	34 927 852 949	5 595 929 750	5 595 929 750	3 302 675 277	3 302 675 277	1 250 000 000	1 250 000 000	70 606 167 967	70 606 167 967	70 606 167 967	70 606 167 967
32 Ministère des Forces Armées	0	136 844 895 165	58 847 982 515	58 847 982 515	6 510 000 000	6 510 000 000	111 017 925 969	40 894 635 140	122 146 425 618	27 082 621 000	435 367 229 267	270 180 133 820	435 367 229 267	270 180 133 820
33 Ministère de l'Intérieur	0	75 511 444 842	28 232 898 613	28 232 898 613	32 446 372 808	32 446 372 808	158 279 866 482	11 955 132 546	14 161 718 698	14 161 718 698	308 632 301 443	162 307 567 507	308 632 301 443	162 307 567 507
34 Ministère de la Justice	0	24 803 506 506	12 616 477 029	12 616 477 029	7 072 000 000	7 072 000 000	7 511 439 024	7 511 439 024	26 700 000 000	26 700 000 000	78 703 422 559	78 703 422 559	78 703 422 559	78 703 422 559
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0	1 675 559 310	1 501 515 182	1 501 515 182	645 000 000	645 000 000	2 898 236 490	2 138 139 600	0	0	6 720 310 982	5 960 214 092	6 720 310 982	5 960 214 092
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institution	0	1 376 048 310	2 019 303 614	2 019 303 614	1 450 000 000	1 450 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	5 895 351 924	5 895 351 924	5 895 351 924	5 895 351 924
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	1 216 907 060	642 519 275	642 519 275	10 334 138 977	10 334 138 977	105 728 208 128	26 432 610 814	2 808 833 000	2 808 833 000	120 730 606 440	41 435 009 126	120 730 606 440	41 435 009 126
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclaver	0	779 137 462	1 065 574 795	1 065 574 795	14 860 000 000	14 860 000 000	768 169 017 691	157 407 310 017	259 305 426 126	112 047 507 566	1 044 179 156 074	286 159 529 840	1 044 179 156 074	286 159 529 840
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	0	2 147 044 770	1 469 900 774	1 469 900 774	27 179 963 200	27 179 963 200	369 038 584 566	84 660 894 219	64 056 262 148	64 056 262 148	463 891 755 458	179 514 065 111	463 891 755 458	179 514 065 111

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Charges financières dette	Classification Economique - Catégorie de dépense											
		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
43 Ministère des Finances et du Budget	0	27 581 674 011	15 722 707 339	15 722 707 339	27 458 691 680	27 458 691 680	63 839 383 746	27 359 238 756	152 839 530 075	136 115 288 605	287 441 986 851	234 237 600 391	
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	503 124 060	446 368 027	446 368 027	205 200 681 000	205 200 681 000	695 725 837 963	91 796 039 986	61 140 500 000	11 940 500 000	963 016 511 050	309 886 713 073	
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	1 871 868 410	1 239 258 488	1 239 258 488	6 160 211 468	6 160 211 468	9 344 623 958	8 004 157 541	5 055 000 000	5 055 000 000	23 670 962 325	22 330 495 907	
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 432 534 608	4 509 522 188	4 509 522 188	49 791 710 787	49 791 710 787	21 356 235 439	16 356 235 439	14 122 886 354	14 122 886 354	91 212 889 376	86 212 889 376	
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne indu	0	333 097 621	441 664 440	441 664 440	3 528 380 000	3 528 380 000	5 799 828 000	5 799 828 000	1 970 000 000	1 970 000 000	12 072 970 061	12 072 970 061	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	631 703 140	416 645 794	416 645 794	7 356 096 156	7 356 096 156	132 480 959 943	19 838 419 730	6 318 897 708	6 318 897 708	147 204 302 741	34 561 762 528	
50 Ministère de l'Education Nationale	0	549 203 570 390	80 685 008 094	80 685 008 094	18 104 524 000	18 104 524 000	81 051 161 617	24 855 525 780	302 000 000	302 000 000	729 346 264 101	673 150 628 264	
52 Ministère des Sports	0	1 323 648 630	12 384 702 162	12 384 702 162	1 250 000 000	1 250 000 000	38 467 528 413	16 937 275 139	0	0	53 425 879 205	31 895 625 931	
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 145 495 710	1 829 064 440	1 829 064 440	19 706 798 279	19 706 798 279	36 836 500 000	5 898 500 000	4 566 266 719	2 900 000 000	64 084 125 148	31 479 858 429	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	54 502 293 877	18 708 467 457	18 708 467 457	43 823 361 671	43 823 361 671	153 364 423 582	119 184 187 965	10 541 303 967	5 607 652 867	280 939 850 554	241 825 963 837	
55 Ministère de la Jeunesse	0	1 381 598 900	1 854 356 558	1 854 356 558	2 830 000 000	2 830 000 000	5 887 520 735	4 887 520 735	9 290 320 802	9 290 320 802	21 243 796 995	20 243 796 995	
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	9 037 008 700	4 202 336 991	4 202 336 991	11 403 885 530	11 403 885 530	13 287 354 100	13 287 354 100	231 000 000	231 000 000	38 161 585 321	38 161 585 321	
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	1 023 579 934	1 021 827 232	1 021 827 232	3 891 959 412	3 891 959 412	41 620 816 692	19 364 750 454	0	0	47 558 183 270	25 302 117 032	
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentis	0	26 514 663 453	7 875 832 247	7 875 832 247	11 375 637 600	11 375 637 600	12 336 348 461	12 336 348 461	14 364 021 444	14 364 021 444	72 466 503 205	72 466 503 205	
60 Charges non Réparties	0	62 414 710 925	48 453 013 384	48 453 013 384	159 658 064 429	159 658 064 429	37 684 681 956	27 583 782 156	72 606 014 733	50 679 054 745	380 816 485 427	348 788 625 639	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 001 640 120	2 606 619 336	2 606 619 336	8 320 244 848	8 320 244 848	3 065 969 100	3 065 969 100	12 439 475 335	12 439 475 335	27 433 948 739	27 433 948 739	
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 332 968 710	1 210 364 549	1 210 364 549	3 028 594 713	3 028 594 713	18 903 049 645	18 403 049 645	5 183 847 162	5 183 847 162	30 658 824 779	30 158 824 779	
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	519 179 440	266 726 673	266 726 673	7 690 000 000	7 690 000 000	11 723 826 827	9 723 826 827	2 619 000 000	2 619 000 000	22 818 732 940	20 818 732 940	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative		Classification Economique - Catégorie de dépense										
Section (Ministère ou Institution)	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0	342 223 440	758 553 090	758 553 090	2 363 000 000	2 363 000 000	9 243 669 805	8 243 669 805	791 249 514	791 249 514	13 498 695 849	12 498 695 849
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'At	0	1 086 583 640	711 744 644	711 744 644	36 840 000 000	36 840 000 000	28 190 212 663	8 365 412 663	86 970 242 038	78 620 242 038	153 798 782 985	125 623 982 985
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0	1 142 604 156	659 488 777	659 488 777	6 802 653 470	6 802 653 470	446 266 295 835	91 084 653 981	27 011 979 000	27 011 979 000	481 883 021 238	126 701 379 384
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0	282 996 020	473 930 500	473 930 500	1 574 712 200	1 574 712 200	950 000 000	950 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 281 638 720	6 281 638 720
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innova	0	653 159 160	5 351 242 924	5 351 242 924	183 172 077 598	183 172 077 598	151 167 297 055	36 269 090 599	53 143 716 201	53 143 716 201	393 487 492 938	278 589 286 482
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	440 854 550	473 596 802	473 596 802	1 974 630 000	1 974 630 000	1 261 020 900	1 261 020 900	3 000 000 000	3 000 000 000	7 150 102 252	7 150 102 252
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Ter	0	709 850 810	562 450 965	562 450 965	24 915 000 000	24 915 000 000	15 185 000 000	15 185 000 000	84 885 514 286	84 885 514 286	126 257 816 061	126 257 816 061
Totaux	350 000 000 000	1 037 000 000 000	366 046 528 942	366 046 528 942	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	3 569 281 918 001	947 673 023 124	1 157 213 532 523	806 118 093 701	7 525 898 450 524	4 553 194 116 825

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DU BUDGET GENERAL

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000
	CP	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000
21 Présidence de la République	CP	55 527 687 107	600 421 589	0	19 178 853 800	0	250 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	80 684 462 496
	AE	55 527 687 107	600 421 589	0	20 145 943 013	0	250 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	81 651 551 709
22 Assemblée Nationale	CP	17 265 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 265 015 137
	AE	17 265 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 265 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
	AE	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	CP	0	0	1 233 583 600	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600
	AE	0	0	1 233 583 600	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600
27 Cour Suprême	AE	0	0	2 506 782 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 506 782 000
	CP	0	0	2 506 782 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 506 782 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	9 441 013 666	0	0	0	0	0	0	0	0	9 441 013 666
	CP	0	0	9 441 013 666	0	0	0	0	0	0	0	0	9 441 013 666
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	8 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 550 000 000
	AE	8 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 550 000 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	26 536 615 659	0	0	3 191 251 224	0	0	3 500 000 000	0	2 423 943 000	1 400 000 000	0	37 051 809 883
	CP	20 564 019 292	0	0	3 191 251 224	0	0	3 500 000 000	0	2 423 943 000	1 400 000 000	0	31 079 213 516

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	CP	66 153 812 787	0	307 775 180	0	0	0	0	3 233 730 000	300 000 000	546 000 000	64 850 000	70 606 167 967
	AE	66 153 812 787	0	307 775 180	0	0	0	0	3 233 730 000	300 000 000	546 000 000	64 850 000	70 606 167 967
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 000 000 000	250 735 115 186	1 986 180 102	0	19 065 000	955 000 000	13 524 231 510	0	950 663 582	1 009 878 440	0	270 180 133 820
	AE	1 000 000 000	415 922 210 633	1 986 180 102	0	19 065 000	955 000 000	13 524 231 510	0	950 663 582	1 009 878 440	0	435 367 229 267
33 Ministère de l'Intérieur	CP	38 709 572 007	378 000 000	122 909 927 900	250 000 000	0	0	22 546 600	0	0	37 521 000	0	162 307 567 507
	AE	38 709 572 007	91 977 039 666	165 885 622 170	12 000 000 000	0	0	22 546 600	0	0	37 521 000	0	308 632 301 443
34 Ministère de la Justice	AE	0	0	73 670 157 543	34 981 823	0	0	145 021 924	0	1 564 970 850	3 283 490 419	4 800 000	78 703 422 559
	CP	0	0	73 670 157 543	34 981 823	0	0	145 021 924	0	1 564 970 850	3 283 490 419	4 800 000	78 703 422 559
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	CP	5 430 250 547	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	29 963 545	0	5 960 214 092
	AE	6 190 347 437	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	29 963 545	0	6 720 310 982
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	CP	0	0	500 000 000	4 351 312 612	0	0	100 000 000	0	0	944 039 312	0	5 895 351 924
	AE	0	0	500 000 000	4 351 312 612	0	0	100 000 000	0	0	944 039 312	0	5 895 351 924
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	CP	0	0	247 566 000	41 086 414 239	0	0	0	89 764 887	7 786 000	3 478 000	0	41 435 009 126
	AE	0	0	247 566 000	120 382 011 553	0	0	0	89 764 887	7 786 000	3 478 000	0	120 730 606 440
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	CP	0	0	0	285 589 586 840	400 000 000	0	0	0	140 000 000	29 943 000	0	286 159 529 840
	AE	0	0	0	1 043 609 213 074	400 000 000	0	0	0	140 000 000	29 943 000	0	1 044 179 156 074
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	AE	0	0	0	463 398 101 201	0	0	0	372 897 257	16 757 000	104 000 000	0	463 891 755 458
	CP	0	0	0	179 020 410 854	0	0	0	372 897 257	16 757 000	104 000 000	0	179 514 065 111



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	207 479 656 118	0	3 450 000 000	60 125 932 158	0	14 423 638 525	0	0	1 549 323 323	413 436 727	0	287 441 986 851
	CP	173 606 984 198	0	2 100 000 000	42 144 217 618	0	14 423 638 525	0	0	1 549 323 323	413 436 727	0	234 237 600 391
44 Ministère du Pétrole et des Energies	CP	0	0	0	309 873 752 073	0	0	0	0	0	12 961 000	0	309 886 713 073
	AE	0	0	0	963 003 550 050	0	0	0	0	0	12 961 000	0	963 016 511 050
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	CP	0	0	0	19 360 715 816	0	2 956 362 791	0	0	0	13 417 300	0	22 330 495 907
	AE	0	0	0	19 360 715 816	0	4 296 829 209	0	0	0	13 417 300	0	23 670 962 325
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	CP	8 820 910 839	0	1 066 466 683	50 000 000	55 171 362 696	20 031 618 415	0	1 046 295 978	0	26 234 765	0	86 212 889 376
	AE	13 820 910 839	0	1 066 466 683	50 000 000	55 171 362 696	20 031 618 415	0	1 046 295 978	0	26 234 765	0	91 212 889 376
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	CP	0	0	0	11 509 624 937	0	0	120 000 000	0	433 346 071	9 999 053	0	12 072 970 061
	AE	0	0	0	11 509 624 937	0	0	120 000 000	0	433 346 071	9 999 053	0	12 072 970 061
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	CP	0	0	0	33 020 478 496	1 409 096 156	0	0	0	122 187 876	10 000 000	0	34 561 762 528
	AE	0	0	0	145 663 018 709	1 409 096 156	0	0	0	122 187 876	10 000 000	0	147 204 302 741
50 Ministère de l'Education Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	461 903 140	52 311 000	728 821 049 961	10 000 000	1 000 000	729 346 264 101
	CP	0	0	0	0	0	0	461 903 140	52 311 000	672 625 414 124	10 000 000	1 000 000	673 150 628 264
52 Ministère des Sports	AE	0	0	0	4 100 675 000	0	0	0	49 199 238 953	98 518 252	27 447 000	0	53 425 879 205
	CP	0	0	0	478 000 000	0	0	0	31 291 660 679	98 518 252	27 447 000	0	31 895 625 931
53 Ministère de la Culture et de la Communication	CP	0	0	0	0	0	2 000 000 000	0	29 114 350 429	351 962 000	13 546 000	0	31 479 858 429
	AE	0	0	0	0	0	30 000 000 000	0	33 718 617 148	351 962 000	13 546 000	0	64 084 125 148



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	236 364 265 055	0	2 532 669 288	2 829 029 494	0	241 825 963 837
	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	275 478 151 772	0	2 532 669 288	2 829 029 494	0	280 939 850 554
55 Ministère de la Jeunesse	AE	200 072 245	0	0	14 328 008 737	0	0	575 400 000	6 112 803 013	0	27 513 000	0	21 243 796 995
	CP	200 072 245	0	0	13 328 008 737	0	0	575 400 000	6 112 803 013	0	27 513 000	0	20 243 796 995
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	CP	0	0	0	18 159 731 543	19 638 401 538	300 000 000	0	0	53 452 240	10 000 000	0	38 161 585 321
	AE	0	0	0	18 159 731 543	19 638 401 538	300 000 000	0	0	53 452 240	10 000 000	0	38 161 585 321
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658 537 800	22 643 579 232	0	25 302 117 032
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	5 658 537 800	41 899 645 470	0	47 558 183 270
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	CP	0	0	0	30 414 305 189	0	0	0	0	42 012 354 578	39 843 438	0	72 466 503 205
	AE	0	0	0	30 414 305 189	0	0	0	0	42 012 354 578	39 843 438	0	72 466 503 205
60 Charges non Réparties	CP	269 508 339 865	0	0	63 659 310 218	0	5 600 975 556	0	1 020 000 000	7 500 000 000	1 500 000 000	0	348 788 625 639
	AE	271 490 099 665	0	0	65 659 310 218	0	23 906 114 498	0	1 020 000 000	17 240 961 046	1 500 000 000	0	380 816 485 427
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	AE	18 272 001 520	0	0	7 871 947 219	0	0	0	1 290 000 000	0	0	0	27 433 948 739
	CP	18 272 001 520	0	0	7 871 947 219	0	0	0	1 290 000 000	0	0	0	27 433 948 739
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	AE	708 061 450	0	0	29 838 729 716	0	0	0	0	27 325 493	84 708 120	0	30 658 824 779
	CP	708 061 450	0	0	29 338 729 716	0	0	0	0	27 325 493	84 708 120	0	30 158 824 779
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	AE	0	0	0	22 538 006 940	0	0	0	80 726 000	0	200 000 000	0	22 818 732 940
	CP	0	0	0	20 538 006 940	0	0	0	80 726 000	0	200 000 000	0	20 818 732 940



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	AE	570 863 000	0	0	11 700 111 469	0	0	0	0	0	1 227 721 380	0	13 498 695 849
	CP	570 863 000	0	0	10 700 111 469	0	0	0	0	0	1 227 721 380	0	12 498 695 849
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	AE	79 292 047 950	0	0	36 518 206 654	35 876 540 825	2 019 000 000	0	0	0	92 987 556	0	153 798 782 985
	CP	70 942 047 950	0	0	18 393 406 654	35 876 540 825	319 000 000	0	0	0	92 987 556	0	125 623 982 985
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	272 448 698	0	0	7 904 651 640	58 391 634 051	59 932 804 304	0	0	0	199 840 691	0	126 701 379 384
	AE	272 448 698	0	0	7 904 651 640	351 874 920 285	121 631 159 924	0	0	0	199 840 691	0	481 883 021 238
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	CP	347 022 020	0	0	5 471 942 700	0	0	0	0	157 274 000	305 400 000	0	6 281 638 720
	AE	347 022 020	0	0	5 471 942 700	0	0	0	0	157 274 000	305 400 000	0	6 281 638 720
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	200 000 000	0	0	29 494 233	102 940 000	0	0	0	392 989 594 737	165 463 968	0	393 487 492 938
	CP	200 000 000	0	0	29 494 233	102 940 000	0	0	0	278 091 388 281	165 463 968	0	278 589 286 482
83 Ministère des Mines et de la Géologie	AE	0	0	0	7 137 102 692	0	0	0	0	0	12 999 560	0	7 150 102 252
	CP	0	0	0	7 137 102 692	0	0	0	0	0	12 999 560	0	7 150 102 252
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	AE	0	0	0	47 302 700 768	0	0	0	0	0	78 955 115 293	0	126 257 816 061
	CP	0	0	0	47 302 700 768	0	0	0	0	0	78 955 115 293	0	126 257 816 061
TOTAUX :	AE	1 170 227 273 923	508 499 671 888	260 295 146 944	3 175 800 580 888	464 492 326 500	218 313 360 571	293 927 254 946	100 753 722 092	1 197 890 796 241	135 520 188 531	178 128 000	7 525 898 450 524
	CP	1 114 290 148 946	251 713 536 775	215 969 452 674	1 229 389 050 050	171 009 040 266	107 269 399 591	254 813 368 229	78 241 877 099	1 014 055 992 902	116 264 122 293	178 128 000	4 553 194 116 825

ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification fonctionnelle Division	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	350 000 000 000	138 635 606 992	124 968 264 686	124 968 264 686	283 962 002 840	283 962 002 840	75 440 628 929	50 550 341 789	197 220 770 476	166 173 932 639	1 170 227 273 923	1 114 290 148 946
02 DEFENSE	0	136 833 565 165	57 284 907 283	57 284 907 283	4 014 988 289	4 014 988 289	199 953 785 533	38 231 455 038	110 412 425 618	15 348 621 000	508 499 671 888	251 713 536 775
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	97 822 054 278	25 298 523 699	25 298 523 699	33 346 956 503	33 346 956 503	67 322 638 325	22 996 944 055	36 504 974 139	36 504 974 139	260 295 146 944	215 969 452 674
04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	26 093 876 746	16 385 957 425	16 385 957 425	356 530 348 623	356 530 348 623	2 226 711 684 094	476 758 071 816	550 078 714 000	353 620 795 440	3 175 800 580 888	1 229 389 050 050
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	4 944 625 168	5 783 085 357	5 783 085 357	42 462 981 686	42 462 981 686	352 270 826 899	58 787 540 665	59 030 807 390	59 030 807 390	464 492 326 500	171 009 040 266
06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	1 719 054 680	1 780 490 180	1 780 490 180	16 699 364 257	16 699 364 257	150 184 542 931	57 445 720 893	47 929 908 523	29 624 769 581	218 313 360 571	107 269 399 591
07 SANTE	0	52 918 127 441	17 858 957 227	17 858 957 227	44 140 277 000	44 140 277 000	156 068 589 311	121 888 353 694	22 941 303 967	18 007 652 867	293 927 254 946	254 813 368 229
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	0	3 659 541 760	17 532 815 943	17 532 815 943	24 714 798 279	24 714 798 279	42 360 299 391	21 514 721 117	12 486 266 719	10 820 000 000	100 753 722 092	78 241 877 099
09 ENSEIGNEMENT	0	569 613 577 118	94 365 357 762	94 365 357 762	210 027 800 998	210 027 800 998	252 557 498 672	72 344 516 379	71 326 561 691	67 704 740 645	1 197 890 796 241	1 014 055 992 902
10 PROTECTION SOCIALE	0	4 759 970 652	4 714 041 380	4 714 041 380	30 456 952 583	30 456 952 583	46 307 423 916	27 051 357 678	49 281 800 000	49 281 800 000	135 520 188 531	116 264 122 293
Crédits dont la Classe n'est pas identifiée	0	0	74 128 000	74 128 000	0	0	104 000 000	104 000 000	0	0	178 128 000	178 128 000
Totaux	350 000 000 000	1 037 000 000 000	366 046 528 942	366 046 528 942	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	3 569 281 918 001	947 673 023 124	1 157 213 532 523	806 118 093 701	7 525 898 450 524	4 553 194 116 825

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGE